

Tout savoir sur les élections municipales 2026 : De l'organisation des élections à l'installation du conseil

Réunion d'information de l'Association des Maires de l'Isère
Mercredi 11 février 2026

PROGRAMME

1 - LA PRÉPARATION DU SCRUTIN



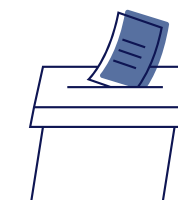
A : Les listes électorales

- Le Répertoire électoral unique (REU)
- La commission de contrôle
- La communication des listes électorales

B : Candidature et propagande

- Les modalités de dépôt de candidature
- La composition du dossier de candidature
- L'affichage électoral
- La propagande officielle : bulletins de vote et professions de foi
- La commission de propagande
- Le financement de la campagne électorale

2 - LE JOUR DU SCRUTIN



- Le bureau de vote
- L'ouverture et la clôture du scrutin
- Le vote par procuration
- Le dépouillement des votes

3 - APRÈS LE VOTE

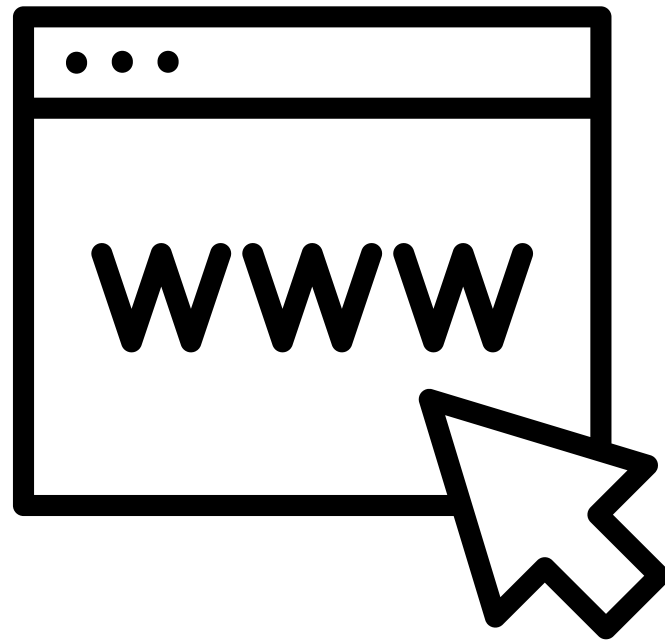


- La proclamation des résultats et la répartition des sièges
- La désignation/l'élection des conseillers communautaires
- L'installation du conseil municipal
- Les indemnités de fonction

1. LA PRÉPARATION DU SCRUTIN

Le Répertoire électoral unique (REU)

Les listes électorales de toutes les communes de France sont intégrées dans un Répertoire électoral unique (REU) géré par l'INSEE.



Les communes **envoient directement au REU** :

- les inscriptions sur les listes électorales qui ont été **validées par le maire** ;
- les radiations des listes électorales pour **perte d'attache communale** dûment constatées par le maire ;
- les **radiations volontaires** demandées par les électeurs inscrits sur les listes complémentaires ;
- les décisions d'inscription ou de radiation **prononcées par les commissions de contrôle**.

Un outil de création des cartes électorales au format PDF imprimable à partir des fichiers produits par Elire est disponible sur <https://www.cartes-electorales.fr/>



Loi n° 2016-1048 du 1er août 2016

La commission de contrôle des listes électorales

La convocation de la commission :

- dans les communes de moins de 1 000 habitants : convocation par le conseiller municipal qui en est membre ;
- dans les communes de 1 000 habitants et plus : convocation par le conseiller municipal appartenant à la liste ayant obtenu le plus grand nombre de sièges, pris dans l'ordre du tableau.

Le secrétariat de la commission

Assuré par les services de la commune, il est chargé de :

- préparer matériellement les réunions ;
- recevoir les courriers de saisine dans le cadre des RAPO ;
- informer le conseiller municipal compétent pour convoquer la commission ;
- préparer les courriers ou courriels de notification des décisions de la commission ;
- notifier les décisions de la commission dans un délai calendaire de 2 jours à l'électeur intéressé et au maire ;
- transmettre ces décisions à l'Insee, dans les mêmes délais, via le REU, et les intégrer dans ce même répertoire.



Pour les élections municipales de mars 2026, la commission de contrôle des listes électorales sera convoquée pour se réunir **entre le jeudi 19 et le dimanche 22 février 2026**



Art. L. 18, L. 19 et R.7 et suivant du code électoral

La commission de contrôle des listes électorales (suite)

Les compétences de la commission

La commission peut, à la majorité de ses membres, réformer les décisions du maire et procéder à l'inscription ou à la radiation d'un électeur omis ou indûment inscrit. Pour cela, elle a accès à la liste des électeurs extraite du REU et peut consulter les dossiers des électeurs validés et radiés par le maire.



- **Quorum** : 3 membres sont nécessaires pour que la commission de contrôle délibère valablement.
- **Décision** : les décisions sont prises à la majorité des membres présents.
- **Registre des décisions** : les décisions, ainsi que les motifs et pièces à l'appui, doivent être répertoriés dans un registre.

La procédure de radiation

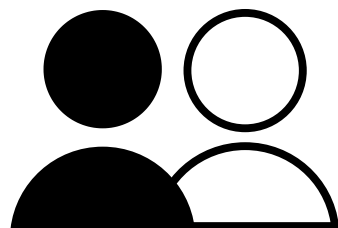
Procédure contradictoire :

- la commission informe l'électeur de la volonté de la radier (notification par voie écrite fortement recommandée) ;
- l'électeur dispose de 48 heures pour présenter ses observations ;
- la commission notifie par écrit sa décision à l'électeur mais également au maire et à l'Insee via le REU dans un délai calendaire de 2 jours.



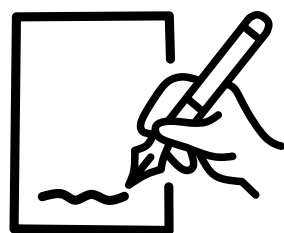
Au lendemain de la réunion, le tableau des inscriptions et des radiations doit être publié par le maire aux portes de la mairie.

La communication des listes électorales



1. Qui peut en faire la demande ?

Tout électeur peut prendre communication et obtenir copie de la liste électorale de la commune à la mairie ou des listes électorales des communes du département à la préfecture, à la condition de s'engager à ne pas en faire un usage commercial. Le demandeur n'a pas besoin d'être inscrit dans la commune ni dans le département mais il doit **prouver sa qualité d'électeur**.



2. Démarche et vérification

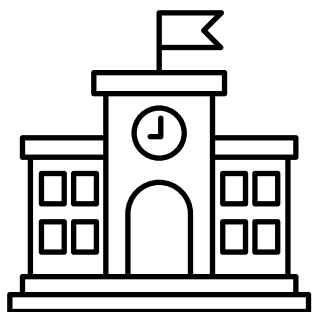
Le maire doit exiger une demande écrite : le demandeur doit fournir un **document écrit** certifiant sur l'honneur qu'il ne fera **pas d'usage commercial** des listes électorales.



3. Informations transmissibles

Communicables : nom, prénom des électeurs, adresse personnelle, date et lieu de naissance.

Non communicables : les pièces justificatives fournies lors de l'inscription.



4. Modalités de consultation

La consultation sur place s'effectue dans les locaux de la mairie. Lorsque le document est disponible sous forme électronique, sa transmission par courrier électronique est également possible. Les documents originaux **restent à la mairie**.



Art. L. 37 du code électoral

L'attestation d'inscription sur la liste électorale

Les candidats aux élections municipales doivent remettre au représentant de l'Etat, en même temps que leur candidature, une attestation d'inscription sur une liste électorale :

- téléchargeable sur le site “Interroger votre situation électorale” (ISE) (www.service-public.fr/Darticuliers/vosdroits/services-en-ligne-et-formulaires/ISE) ;
- ou **délivrée par la mairie** dans les trente jours précédant le dépôt de la candidature.

Formalisme de l'attestation :

- indiquer le nom, les prénoms, la date de naissance et le lieu de vote de l'intéressé ;
- comporter date et signature par le maire ;
- comporter le cachet de la mairie.

La commune a l'obligation de délivrer l'attestation d'inscription à toute personne inscrite sur les listes électorales qui en fait la demande.

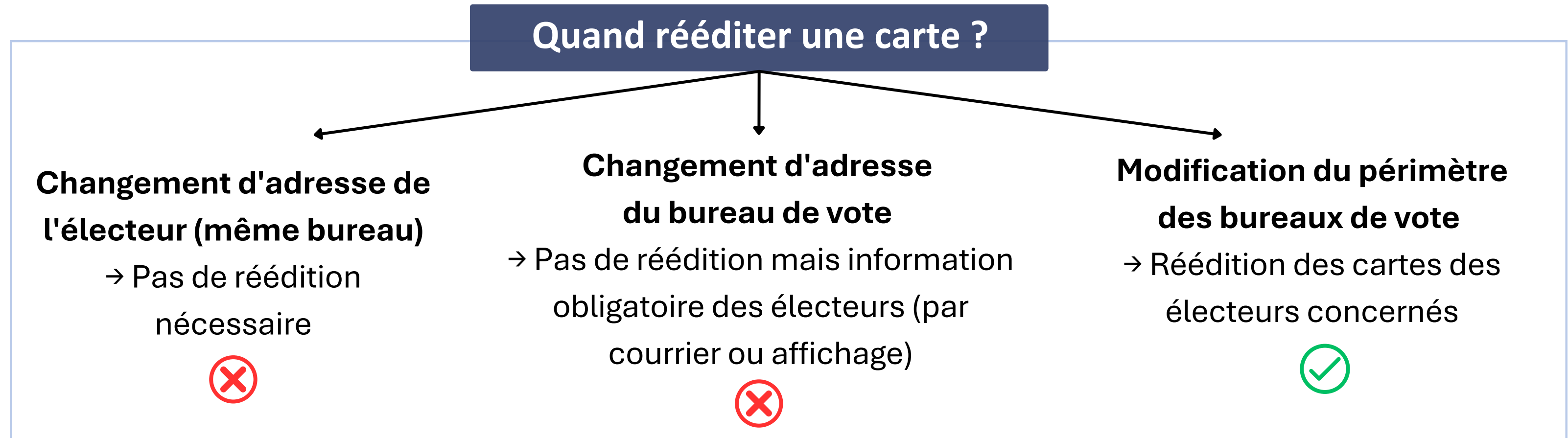


Art. R. 128 et R. 128-1 du code électoral



Les cartes électorales

- **Aucune refonte générale** des cartes électorales n'est prévue pour 2026
- Seules les cartes des **nouveaux inscrits** devront être établies



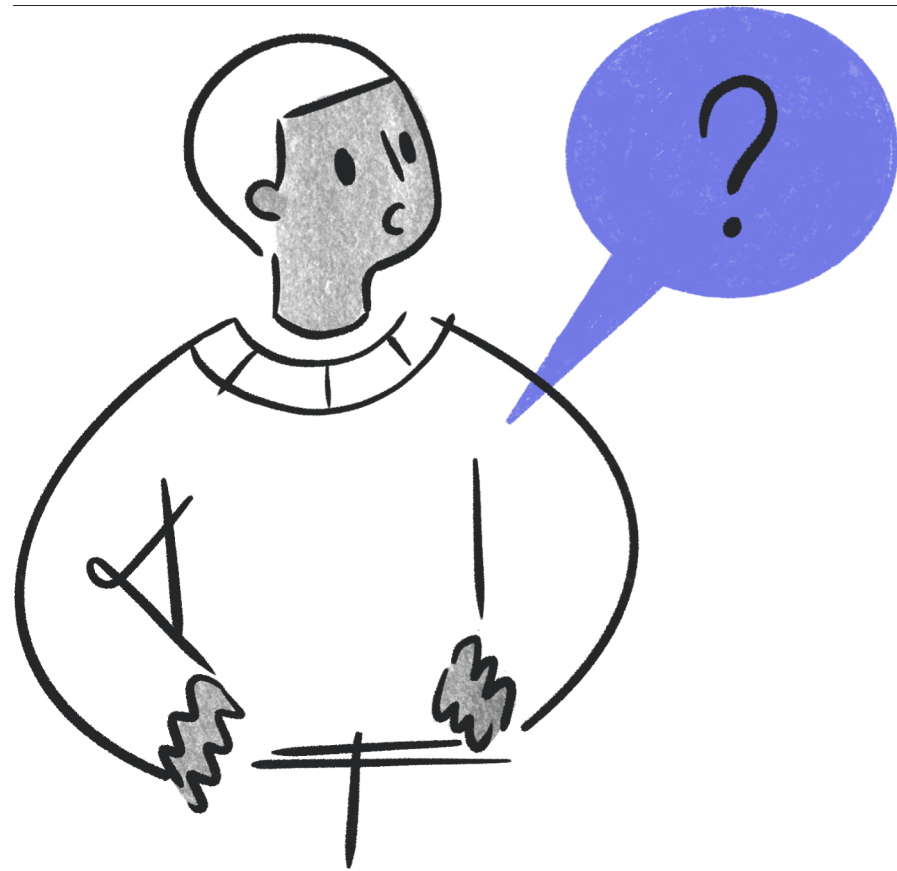
Règles de distribution

Les cartes doivent être distribuées au domicile des électeurs.

Date limite impérative : **mercredi 11 mars 2026** (3 jours avant le scrutin).

Les cartes non remises à l'électeur doivent être **retournées à la mairie**. Elles seront mises à la disposition de leurs titulaires uniquement **le jour du scrutin au bureau de vote concerné**. Elles ne peuvent être délivrée à l'électeur que sur **présentation d'un titre d'identité**.

Temps d'échanges




On vous écoute


Les modalités de dépôt de candidature

Dépôt des candidatures pour le 1er tour


Dépôt du dossier

- 
- Le dossier de candidature est à déposer en préfecture ou en sous-préfecture par le candidat tête de liste.
Aucun autre mode de déclaration de candidature, notamment par voie postale, télécopie ou messagerie électronique, n'est admis.


Mandat de dépôt

- 
- Le candidat tête de liste peut confier le dépôt du dossier à une personne mandatée.
Un mandat signé et une copie de la pièce d'identité du représentant doivent être joints au dossier de candidature.

Récépissé provisoire


- 
- Suite au dépôt du dossier, un récépissé provisoire qui atteste de la date et de l'heure du dépôt est remis sur place.

Récépissé définitif

- 
- Dans les 4 jours, un récépissé définitif, confirmant la validité de la candidature est délivré à la personne ayant effectué le dépôt.

↓

En cas de dossier incomplet ou d'irrégularité, un refus motivé d'enregistrement de candidature est envoyé.

- 
- Il indique les voies et délais de recours ;
 - Il permet de déposer une nouvelle candidature.

Dépôt des candidatures pour le 2nd tour

Résultats du 1er tour

< 5 %

Exclusion
Aucune possibilité
d'accéder au 2nd tour

5 % à 9.99 %

Peut fusionner avec une
liste qui a obtenu $\geq 10\%$
*La liste ne peut pas se présenter
seule au 2nd tour*

$\geq 10\%$

**Peut se présenter
seule** au 2nd tour

Modalités de dépôt au 2nd tour



Liste identique au 1er tour

- Cerfa de déclaration de candidature de la liste
Cerfa n° 14998*03
- La liste des candidats au conseil municipal dans l'ordre de présentation
Cerfa n° 17609*01 (- 1 000 hab)
Cerfa n° 17608*01 (1 000 hab. et plus)

Liste fusionnée (Nouvelle liste)



- L'ensemble des documents du 1er tour
Cerfa de déclaration de candidature de la liste
Cerfa de déclaration de candidature individuelle
Liste des candidats au conseil municipal dans l'ordre de présentation
Liste des candidats aux sièges de conseillers communautaires dans l'ordre de présentation (1 000 hab. et plus)

La composition du dossier de candidature

1. Les CERFA



Pour toutes les communes :

- le formulaire de déclaration de candidature de la liste ;
- les formulaires de déclaration de candidature à remplir par chaque candidat (y compris le candidat tête de liste) et les documents justificatifs ;



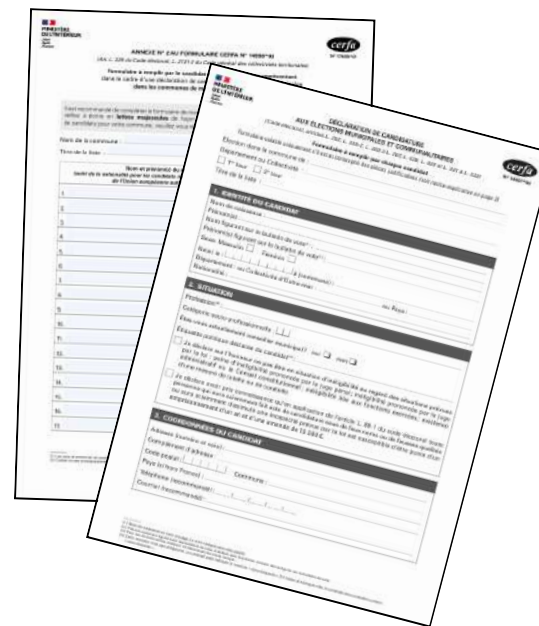
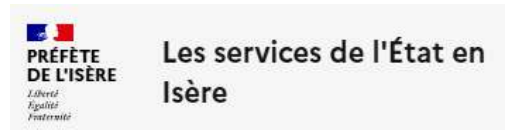
Pour les communes de moins de 1 000 habitants :

- la liste des candidats au conseil municipal dans l'ordre de présentation, en indiquant, après leur numéro de position, les nom, prénoms et sexe de chaque candidat ;



Pour les communes de 1 000 habitants et plus :

- la liste des candidats au conseil municipal dans l'ordre de présentation, en indiquant, après leur numéro de position, les nom, prénoms et sexe de chaque candidat et en précisant pour chacun d'entre eux, par une case cochée, s'ils sont candidats aux sièges de conseillers communautaires ;
- la liste des candidats aux sièges de conseillers communautaires, dans l'ordre de présentation, en indiquant, après leur numéro de position, les nom, prénoms et sexe de chaque candidat.



Modèles CERFA et mandat

sur le site internet
de la préfecture de
l'Isère (isere.gouv.fr)

La composition du dossier de candidature (suite)

2. Les pièces justificatives

SITUATION 1 : Le candidat est électeur dans la commune de candidature

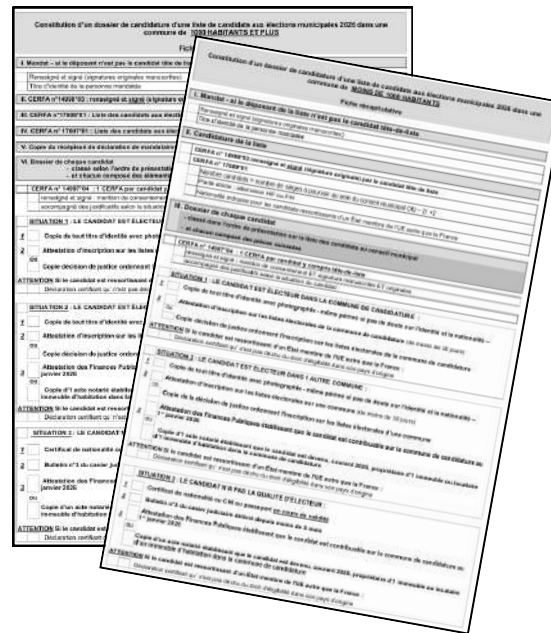
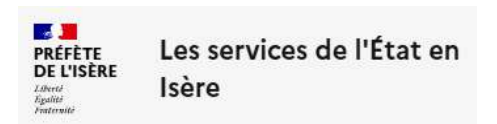
- copie de tout titre d'identité avec photographie (même périmé) ;
- attestation d'inscription sur les listes électorales de la commune de candidature (de moins de 30 jours).

→ Si le candidat est ressortissant d'un État membre de l'UE autre que la France : déclaration certifiant qu'il n'est pas déchu du droit d'éligibilité dans son pays d'origine.

SITUATION 2 : Le candidat est électeur dans une autre commune

- copie de tout titre d'identité avec photographie (même périmé) ;
 - attestation d'inscription sur les listes électorales sur une commune (de moins de 30 jours) ;
 - preuve d'une attache à la commune :
 - avis d'imposition ou un extrait de rôle, délivré par le comptable public chargé du recouvrement, qui établit que vous êtes inscrit personnellement au rôle des contributions directes de la commune où vous vous présentez au 1er janvier de l'année de l'élection ;
- ou** ○ attestation des Finances Publiques établissant que le candidat est contribuable sur la commune de candidature au 1er janvier 2026 ;
- ou** ○ copie d'un acte notarié établissant que le candidat est devenu, courant 2025, propriétaire d'un immeuble ou locataire d'un immeuble d'habitation dans la commune de candidature.

→ Si le candidat est ressortissant d'un État membre de l'UE autre que la France : déclaration certifiant qu'il n'est pas déchu du droit d'éligibilité dans son pays d'origine.



Fiche récapitulative de la constitution du dossier de candidature

sur le site internet de la
préfecture de l'Isère
(isere.gouv.fr)



Pour obtenir une attestation d'attache fiscale au 1er janvier 2026 sur une commune du département de l'Isère : ddfip38.gestionfiscale@dgifp.finances.gouv.fr

La composition du dossier de candidature (suite)

2. Les pièces justificatives

SITUATION 3 : Le candidat n'a pas la qualité d'électeur

- certificat de nationalité ou CNI ou passeport en cours de validité ;
- bulletin n°3 du casier judiciaire délivré depuis moins de 3 mois ;
- preuve d'une attache à la commune :
 - avis d'imposition ou un extrait de rôle, délivré par le comptable public chargé du recouvrement, qui établit que vous êtes inscrit personnellement au rôle des contributions directes de la commune où vous vous présentez au 1er janvier de l'année de l'élection ;
 - ou ◦ attestation des Finances Publiques établissant que le candidat est contribuable sur la commune de candidature au 1er janvier 2026 ;
 - ou ◦ copie d'un acte notarié établissant que le candidat est devenu, courant 2025, propriétaire d'un immeuble ou locataire d'un immeuble d'habitation dans la commune de candidature.

→ Si le candidat est ressortissant d'un État membre de l'UE autre que la France : déclaration certifiant qu'il n'est pas déchu du droit d'éligibilité dans son pays d'origine.



Le dépôt des candidats aura lieu en préfecture ou sous-préfecture :

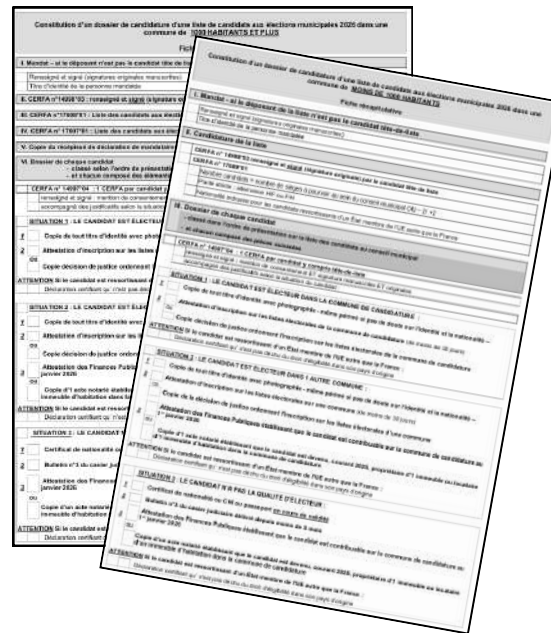
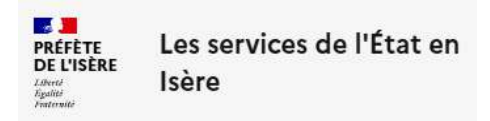
- Pour le 1er tour :

- du jeudi 12 février au mercredi 25 février 2026 de 9h00 à 16h30 ;
- le jeudi 26 février 2026 de 9h00 à 18h.

- Pour le 2nd tour :

- le lundi 16 mars 2026 de 10h00 à 16h30 ;
- mardi 17 mars 2026 de 9h00 à 18h.

Vous devez prendre rendez-vous sur le site de la préfecture : isere.gouv.fr



Fiche récapitulative de la constitution du dossier de candidature

sur le site internet de la
préfecture de l'Isère
(isere.gouv.fr)

L'affichage électoral

1. Date : Les panneaux doivent être installés dès le lundi 2 mars 2026 pour permettre aux candidats d'afficher immédiatement leur affichage électoral.

2. Dimensions des panneaux : chaque liste doit disposer d'une surface suffisante pour afficher au minimum :

- une petite affiche de format 297 mm x 420 mm
- une grande affiche de format 594 mm x 841 mm

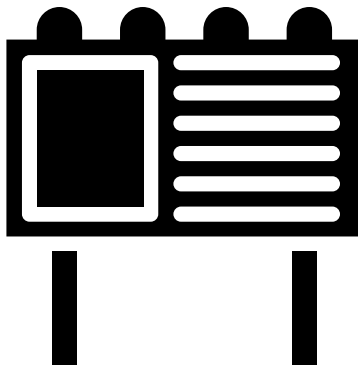
Ces dimensions correspondent aux formats maximaux autorisés. Toutes les listes doivent bénéficier d'une surface strictement égale sur les panneaux. C'est un point de vigilance important pour éviter toute contestation.

3. Emplacements facultatifs : la commune peut créer des emplacements supplémentaires selon un plafond qui dépend du nombre d'électeurs :

Nombre d'électeurs	Nombre maximal d'emplacements facultatifs
Jusqu'à 500	5
entre 501 et 5 000	10
Plus de 5 000	10, plus 1 supplémentaire par tranche ferme de 3 000 électeurs (obtenue en divisant par 3 000 le nombre total d'électeurs dans la commune), majoré d'une unité complémentaire par fraction supérieure à 2 000 <i>Par exemple, une commune ayant 11 500 électeurs peut donc avoir un maximum de 14 emplacements facultatifs : 10 emplacements + 3 supplémentaires (3 x 3 000 = 9 000) + 1 complémentaire (11 500 – 9 000 = 2 500)</i>



Art. R. 28 et R. 28-1 du code électoral



L'affichage électoral (suite)

4.Attribution des panneaux : l'attribution se fait par tirage au sort réalisé par les services de l'État. Ce tirage au sort s'applique désormais à toutes les communes, quelle que soit leur taille. C'est une nouveauté issue de la loi du 21 mai 2025. L'ordre est conservé au second tour.

→ En Isère : le tirage au sort aura lieu le **vendredi 27 février à partir de 9h30** en préfecture ou sous-préfecture

5.Utilisation des emplacements : le nombre d'affiches que les listes peuvent apposer sur leur emplacement n'est pas limité. Les candidats qui ne se présentent pas au second tour peuvent utiliser leurs emplacements du premier tour pour remercier les électeurs ou annoncer leur désistement. L'apposition des affiches est réalisée sous la seule responsabilité des listes de candidats ou de leurs représentants, avec leurs propres moyens.

6.Panneaux d'expression libre : les listes peuvent également utiliser les panneaux d'affichage d'expression libre s'il en existe dans votre commune, et ce depuis le 1er septembre 2025 jusqu'à la date du tour de scrutin où l'élection est acquise.

7.Carences d'affichage : le maire doit vérifier la réalité de l'apposition des affiches, car dans les communes de plus de 1 000 habitants, l'État rembourse les frais d'affichage aux listes ayant obtenu au moins 5 % des suffrages exprimés. Ce remboursement n'est dû que si les affiches ont effectivement été confectionnées et apposées. En cas de carences d'affichage, le maire doit transmettre un rapport à la préfecture.

8.Retrait des panneaux : pour éviter l'affichage sauvage après le scrutin, il est recommandé de retirer les emplacements dans un bref délai bref.



La liste des emplacements d'affichage en vigueur est en ligne sur le site de la préfecture (www.isere.gouv.fr).
La préfecture demande au maire d'indiquer toute modification à opérer sur cette liste, **pour le 13 février 2026** au plus tard, par mail à pref-elections-politiques@isere.gouv.fr

La propagande officielle : bulletins de vote Communes moins de 1 000 habitants

Communes de moins de 1 000 habitants

L'impression des bulletins de vote est à la charge des listes candidates.

Ils ne font l'objet d'**aucun remboursement**.

Les bulletins ne doivent pas comporter :

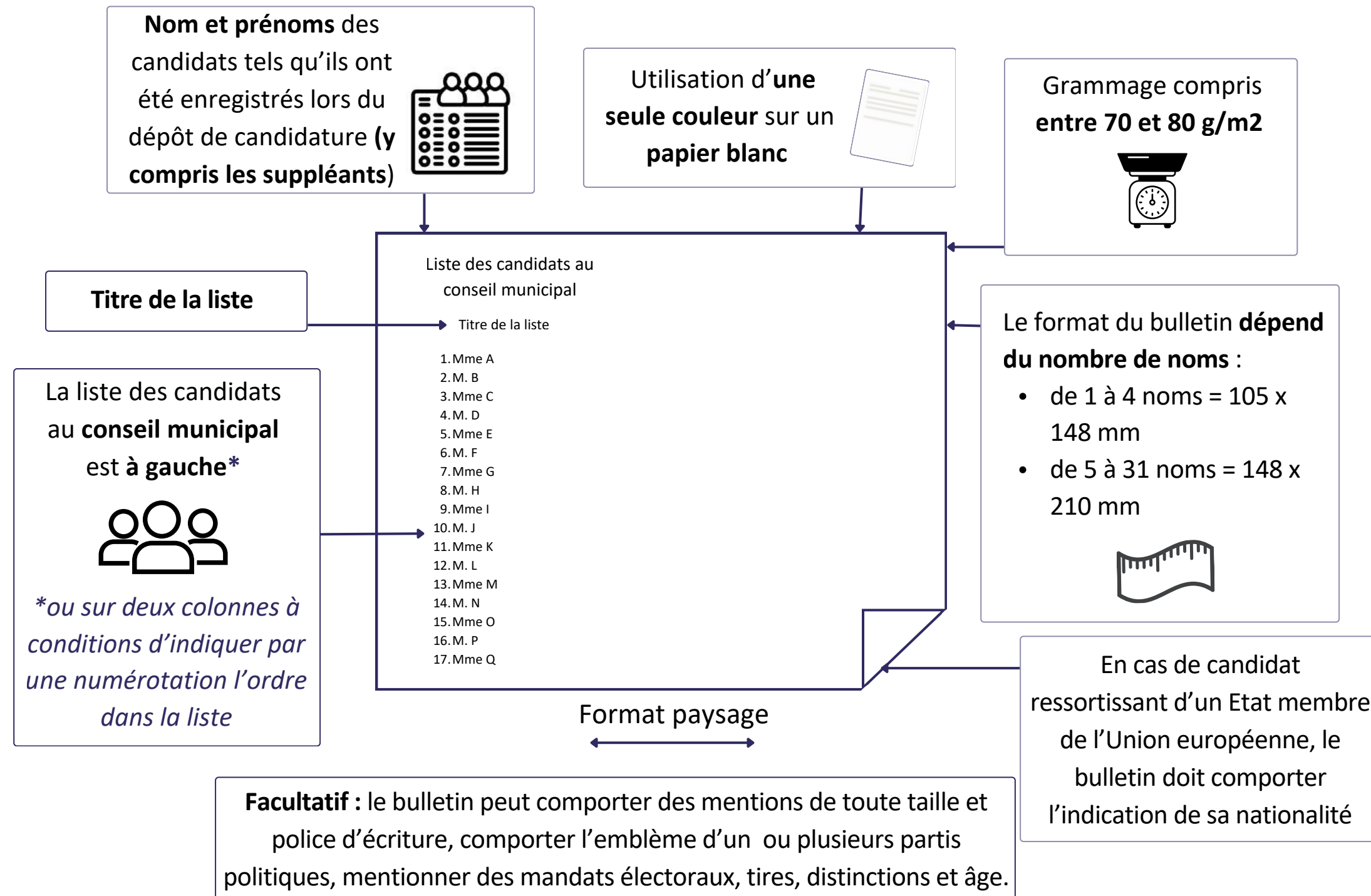
- le nom, la photographie ou la représentation d'une personne qui n'est pas candidate (excluant ainsi la mention « *candidat soutenu par untel* ») ;
- la photographie ou la représentation d'un animal ;
- toute mention de nature à troubler l'ordre public ou à introduire une confusion dans l'esprit des électeurs sur les noms des candidats.



Art. L. 52-3 du code électoral



Le « **panachage** » est désormais **interdit**, il n'est donc plus possible d'**ajouter ou de supprimer un nom** sur un bulletin de vote **ni d'inverser l'ordre de présentation des candidats**, sous peine de nullité du bulletin.



La propagande officielle : bulletins de vote Communes de 1 000 habitants et plus

L'impression des bulletins de vote est à la charge des listes candidates.

Ils font l'**objet d'un remboursement** pour les listes qui ont **obtenu plus de 5% des suffrages exprimés**.

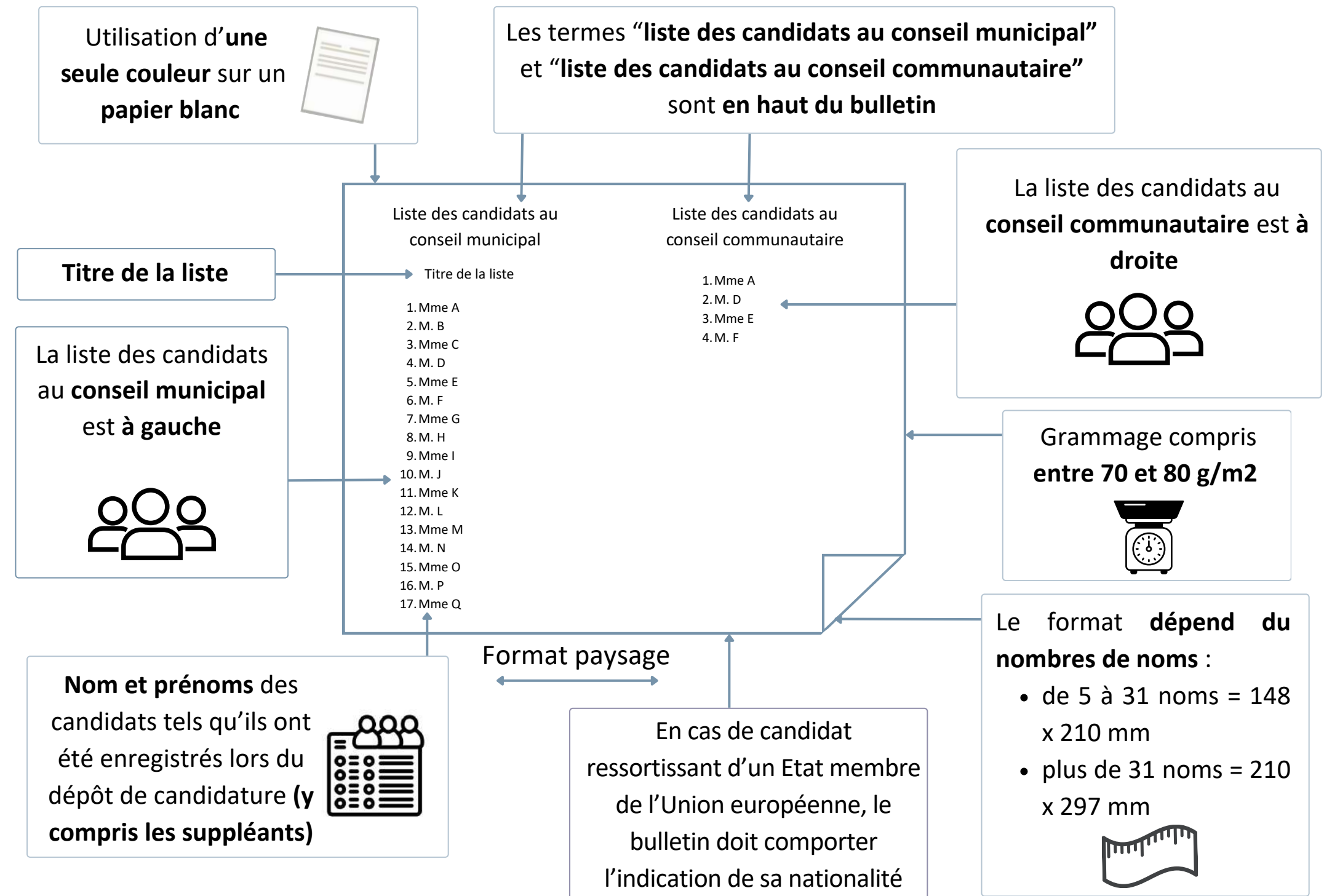
Les bulletins ne doivent pas comporter :

- le nom, la photographie ou la représentation d'une personne qui n'est pas candidate (excluant ainsi la mention « *candidat soutenu par untel* ») ;
- la photographie ou la représentation d'un animal ;
- toute mention de nature à troubler l'ordre public ou à introduire une confusion dans l'esprit des électeurs sur les noms des candidats.

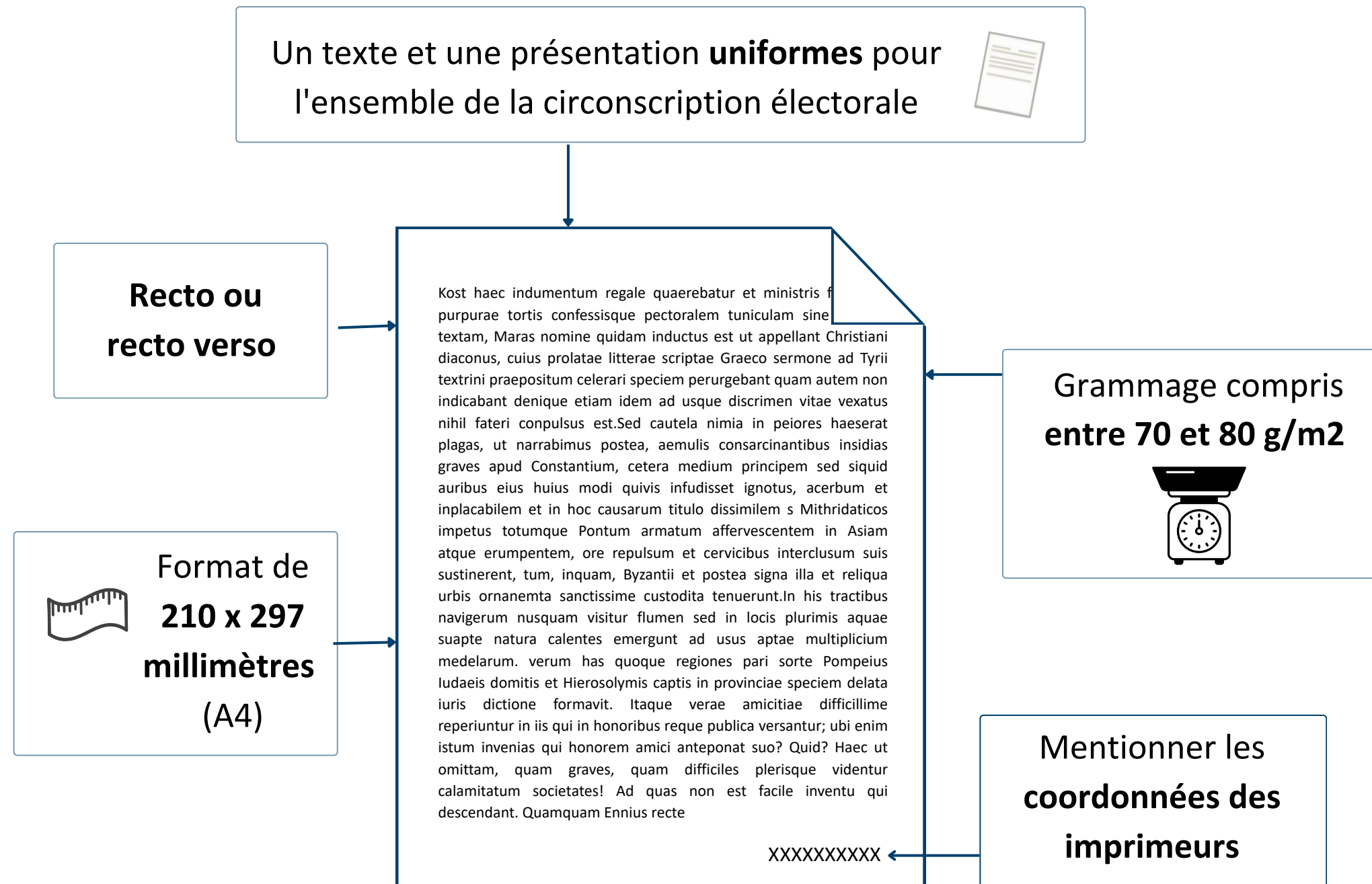


Art. L. 52-3 du code électoral

Communes de 1 000 habitants et plus



La propagande officielle : professions de foi / circulaires



Les candidats sont libres d'imprimer ou non des circulaires.

Les circulaires ne peuvent pas utiliser le drapeau français ni juxtaposer les trois couleurs bleu, blanc et rouge, de nature à entretenir une confusion avec l'emblème national, sauf s'il s'agit de l'emblème d'un parti ou groupement politique.

À l'exception des coordonnées des imprimeurs (art. 3 de la loi du 29 juillet 1881), il n'y a aucune mention obligatoire sur les circulaires.

Elles font l'objet d'un **remboursement uniquement** dans les communes de **1 000 habitants et plus** pour les listes qui ont obtenu plus de **5% des suffrages exprimés**.



Art. R. 27 et R. 29 du code électoral

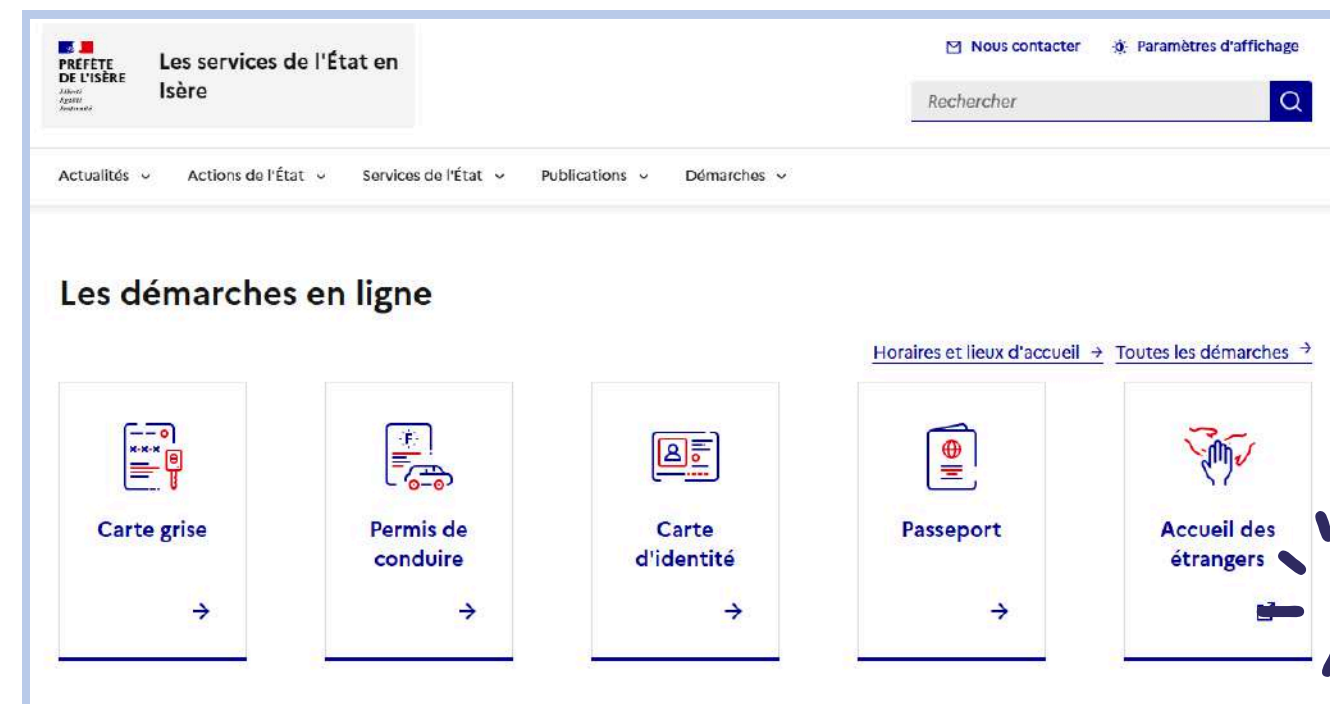
La propagande officielle

Avis projet bulletin de vote et circulaire : si vous souhaitez obtenir un avis sur votre projet de bulletin de vote et/ou circulaire avant impression dans les quantités définitives, vous devez en faire la demande via les téléprocédures disponibles sur le site de la préfecture.

- <https://www.isere.gouv.fr/Actions-de-l-Etat/Citoyennete/Elections/Elections-politiques/Municipales-2026/Propagande-Commissions-de-propagande-communes-de-2500-habitants-et-uniquement/Avis-projet-bulletin-de-vote-et-circulaire>

Format attendu du bulletin de vote : vous trouverez sur le site de la préfecture le tableau indiquant le format attendu du bulletin de vote par communes.

- <https://www.isere.gouv.fr/Actions-de-l-Etat/Citoyennete/Elections/Elections-politiques/Municipales-2026/Candidatures/A-Populations-municipales-et-effectif-conseils-municipaux>



Rappel : Interdiction la veille et le jour du scrutin

Il est interdit, à partir du :

- ➔ **Samedi 14 mars 2026 à zéro heure** (soit le vendredi 13 mars 2026 à minuit) pour le premier tour
- ➔ **Samedi 21 mars 2026 à zéro heure** (soit le vendredi 20 mars 2026 à minuit) pour le second tour

- de **distribuer** ou **faire distribuer** des **bulletins**, **circulaires** et autres documents, notamment des **tracts** ;
- de **diffuser** ou de **faire diffuser** par tout moyen de communication au public par voie électronique tout **message ayant le caractère de propagande électorale**. Si les sites internet ou « blogs » des candidats peuvent être maintenus en ligne, est interdite toute modification du contenu du site qui s'analyserait comme un nouveau message la veille et le jour du scrutin. Les candidats sont ainsi incités à « bloquer » les discussions entre internautes se déroulant sur leur site la veille du scrutin à zéro heure, soit le vendredi à minuit ;
- de **procéder**, par un système automatisé ou non, à l'**appel téléphonique en série des électeurs** afin de les inciter à voter pour un candidat ;
- de tenir une **réunion électorale**.

Toute infraction aux dispositions de l'article L. 49 est punie d'une amende pouvant atteindre 3 750 €, sans préjudice de la confiscation des bulletins et autres documents distribués ou diffusés par tout moyen.



La commission de propagande Communes de 2 500 habitants et plus

1. La commission

Dans chaque département, le préfet institue par arrêté les commissions de propagande au plus tard le jour de l'ouverture de la campagne électorale soit le lundi 2 mars 2026.

Elle est chargée :

- de contrôler la conformité des circulaires et des bulletins de vote aux prescriptions du code électoral ;
- d'adresser une circulaire et un bulletin de vote de chaque candidat à tous les électeurs de la circonscription ;
- d'envoyer dans chaque mairie de la circonscription, dans les mêmes délais, les bulletins de vote de chaque candidat en nombre au moins égal à celui des électeurs inscrits.

Elle comprend :

- un magistrat désigné par le premier président de la cour d'appel, président ;
- un agent public désigné par le préfet ;
- un représentant de l'opérateur postal chargé de l'envoi de la propagande.

Chaque liste de candidats peut participer de manière consultative aux réunions de la commission compétente pour sa commune de candidature. La participation est limitée à 2 représentants par liste (candidats de la liste ou tiers mandaté par écrit par le candidat tête-de-liste).

En Isère, quatre commissions de propagande ont été instituées par la Préfète, vous trouverez leur répartition et leurs dates de réunion sur le site internet de la préfecture : www.isere.gouv.fr



Art. R. 31 et suivant du code électoral

La commission de propagande (suite) Communes de 2 500 habitants et plus

2. Les opérations de mise sous pli

Les listes candidates dans les 11 communes dont les opérations de mise sous pli et de colisage sont confiées à un routeur ("communes routeur") doivent livrer leurs circulaires et bulletins de vote sur le site de mise sous pli du routeur, dont l'adresse sera communiquée lors du dépôt des listes de candidatures en préfecture ou sous-préfecture, ou sur demande écrite adressée à pref-elections-politiques@isere.gouv.fr

- Le Bourg-d'Oisans,
- Saint-Jean-de-Moirans,
- Montbonnot-Saint-Martin,
- Pont-Évêque,
- Villard-Bonnot,
- Tullins,
- Les Avenières Veyrins-Thuellin,
- Saint-Égrève,
- Fontaine,
- Vienne,
- Grenoble.

Les listes candidates dans les 99 communes dont les opérations de mise sous pli et de colisage sont confiées à la commune ("communes régie") prendront l'attache des services de la mairie concernée pour obtenir l'adresse exacte à laquelle livrer leurs documents, ainsi que les modalités pratiques de livraison.

La commission de propagande (suite) Communes de 2 500 habitants et plus

2. Les opérations de mise sous pli

Les quantités (pour chaque tour) :

Document	Quantités	Exemple pour une commune avec 2500 électeurs inscrits
Circulaires	Nombre des électeurs inscrits majoré de 5%	$2\,500 + (2\,500 \times 5\%) = 2\,625$
Bulletins de vote	Double du nombre d'électeurs inscrits majoré de 10%	$(2\,500 \times 2) + (2\,500 \times 2 \times 10\%) = 5\,500$



Les circulaires et bulletins de vote doivent être livrés à plat (non pliés, non encartés)

Dépôt des bulletins dans les bureaux de vote Communes moins de 2 500 habitants

Les bulletins de vote seront **remis directement par les candidats** ou leurs représentants à la commune. Ils ont **deux possibilités** pour effectuer ce dépôt :

1. Soit auprès du maire,
au plus tard la veille du
scrutin à midi

**2. Soit auprès du président du
bureau de vote le jour du scrutin,**
et ce même si les opérations de
vote ont déjà commencé

Le président du bureau de vote
n'est pas tenu d'accepter les
bulletins qui ne respectent pas les
formats réglementaires



Retraits des bulletins : les listes de candidats peuvent à tout moment demander le retrait de leurs bulletins de vote, y compris pendant les opérations de vote le jour du scrutin. La demande doit être formulée et signée par la majorité des candidats de la liste ou par un mandataire qu'ils ont désigné.



Circulaire n°INTP2600020C du 12/01/26 relative à l'organisation
matérielle et au déroulement des élections municipales et communautaires

Le financement de la campagne électorale

Par nature d'opération		De 1000 à 8 999 habitants	9 000 habitants et plus
Propagande	En charge des dépenses liées aux dépenses de propagande officielle	Candidat tête de liste	Mandataire financier
	Bénéficiaire du remboursement de l'impression des bulletins de vote, des circulaires et des affiches		
	Bénéficiaire du remboursement de l'apposition des affiches		
	Titulaire du compte bancaire en vue du remboursement de la propagande		
	Nom devant apparaître sur les factures relatives à l'impression des bulletins de vote, des circulaires et des affiches en vue de leur remboursement		
	Signataire de la subrogation (le cas échéant)		
Dépense de campagne	En charge de l'ouverture du compte bancaire unique et des recettes et des dépenses liées aux dépenses de campagne	(pas de compte de campagne)	Mandataire financier
	En charge du dépôt du compte de campagne à la CNCCFP		Candidat tête de liste
	Bénéficiaire du remboursement du compte de campagne		

Le remboursement des dépenses électorales Communes de 1 000 habitants et plus

Rappel : pas de remboursement des dépenses électorales pour les communes de moins 1 000 habitants

Pour toutes les communes de 1 000 habitants et plus :

- les frais liés à l'impression des bulletins de vote, des circulaires et des affiches, ainsi qu'à l'apposition de ces dernières, sont remboursés pour chaque tour de scrutin par les préfectures aux candidats tête de liste ayant recueilli au moins 5% des suffrages exprimés à chaque tour.

Documents	Quantités maximales remboursées
Circulaires	Nombre des électeurs inscrits majoré de 5%
Bulletins de vote	Double du nombre d'électeurs inscrits majoré de 10%
Petites affiches (297x420mm)	2 identiques par emplacement d'affichage, sous réserve qu'elles ne renvoient qu'au site internet du candidat et/ou à la tenue des réunions électorales
Grandes affiches (594x841mm)	2 identiques par emplacement d'affichage

NOTA :

Vous trouverez sur le site de la préfecture le **tableau prévisionnel des quantités maximales admises à remboursement**. Le tableau des quantités définies sera disponible **le 18 février 2026**.

Pour les communes de 2 500 habitants et plus :

- les frais résultant de l'envoi aux électeurs d'une circulaire et/ou d'un bulletin de vote

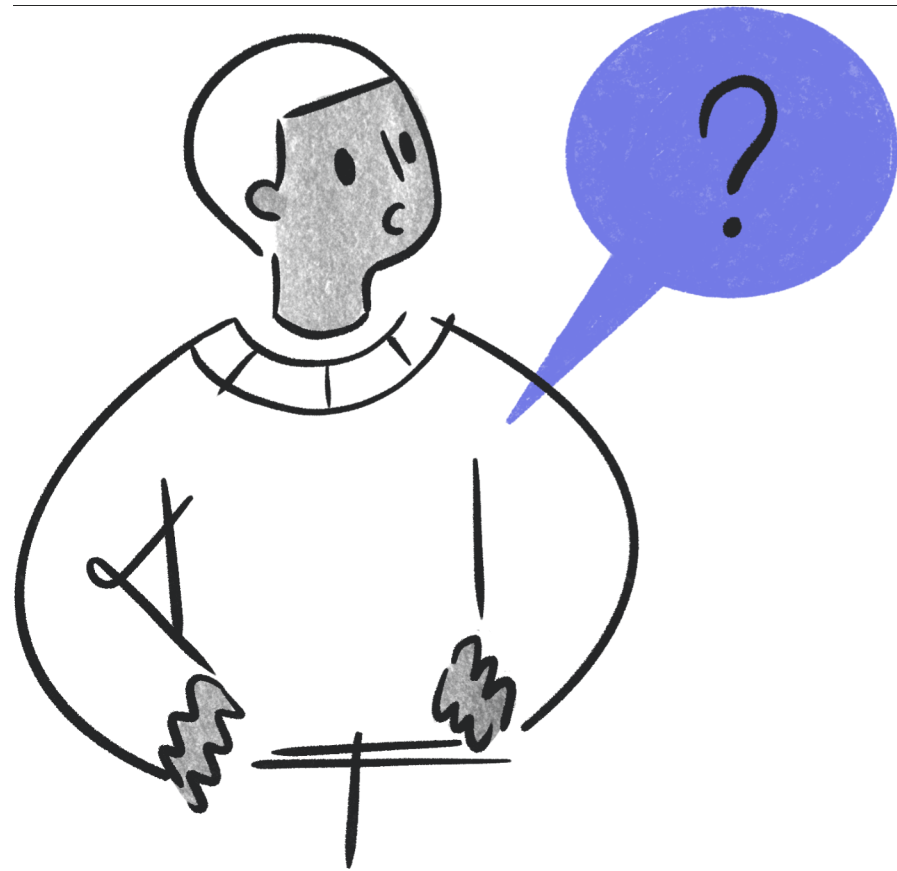


Les frais liés à l'acheminement des documents de propagande officielle à la commission de propagande, au maire ou aux présidents des bureaux de vote ne sont pas remboursés.



Art. L. 242 du code électoral

Temps d'échanges



On vous écoute

2. LE JOUR DU SCRUTIN

Le bureau de vote

1.Composition

Les lieux de vote, ainsi que les bureaux centralisateurs, sont désignés dans l'arrêté instituant les bureaux. La liste des bureaux de vote par commune est disponible sur le site de la préfecture de l'Isère (www.isere.gouv.fr).

Chaque bureau de vote est composé d'un président, d'au moins deux assesseurs et d'un secrétaire, choisi parmi les électeurs de la commune.

Le Président

↪ Maire, adjoint ou conseiller municipal dans l'ordre du tableau

Au moins 2 assesseurs

↪ Electeurs du département

Un assesseur peut être désigné par chaque liste

↪ Conseillers municipaux dans l'ordre du tableau

Peuvent être désignés par le maire

Le Secrétaire

↪ Electeur de la commune, choisi par le président et les assesseurs



En cas d'absence, le président est remplacé par un suppléant qu'il désigne parmi les conseillers municipaux ou les électeurs, et, à défaut, par le plus âgé des assesseurs

Pendant toute la durée du scrutin, au moins deux membres du bureau de vote doivent toujours être présents. À la clôture, l'ensemble des membres doit impérativement être là pour signer la liste d'émargement.



Art. R. 42 et suivant du code électoral

Le bureau de vote (suite)

2. Désignation des assesseurs par les listes

Les listes doivent transmettre au maire, au plus tard à 18h00 trois jours avant le vote, les coordonnées complètes de leurs assesseurs et suppléants (identité, date/lieu de naissance, adresse, bureau d'affectation).

- ➔ Pour le premier tour de scrutin : **le jeudi 12 mars à 18h00**
- ➔ Pour le second tour de scrutin : **le jeudi 19 mars à 18h00**

Le maire leur remet alors un récépissé et communique aux présidents des bureaux de vote leur identité. Les désignations couvrent par défaut les deux tours, sauf si les candidats choisissent d'en proposer de nouvelles pour le second tour, selon les mêmes règles.

3. Fonctionnement du bureau

L'accès au bureau de vote est réservé uniquement aux électeurs inscrits, à l'exception des délégués des candidats et des membres des commissions de contrôle. Il est strictement interdit d'y entrer avec une arme ou d'y tenir des discussions entre électeurs. Le président du bureau dispose de pouvoirs étendus pour garantir le bon déroulement des opérations : il peut expulser toute personne perturbant le vote, faire appel aux forces de l'ordre en cas de besoin, et réguler la présence des journalistes. Il est également responsable des bulletins de vote.

Vigilance - Les clés de l'urne :

Les clés de l'urne électorale ne sauraient sortir du bureau de vote, et dès lors que le président et/ou l'assesseur titulaire détenteur seraient amenés à s'absenter, ils en confieront la détention à leurs suppléants respectifs, qui les conserveront sur eux.

Le bureau de vote (suite)

4. Affichage électoral

Doivent être affichés à l'entrée de chaque bureau de vote le jour du scrutin et à l'entrée de la mairie en période électorale :

- une affiche reproduisant les dispositions du code électoral relatives à la liberté et au secret du vote ;
- l'état des candidatures ;
- l'affiche intitulée "Avis aux électeurs" précisant les cas de nullité des bulletins de vote ainsi que les cas de vote blanc ;
- dans les communes de 1 000 habitants et plus, une affiche rappelant les pièces d'identité que doit présenter l'électeur au moment du vote ;
- le cas échéant, l'arrêté du représentant de l'Etat avançant l'heure d'ouverture du scrutin ou retardant son heure de clôture. Cet arrêté aura été publié et affiché dans chaque commune intéressée au plus tard le mardi précédant le jour du scrutin.

Les affiches vous seront adressées par les services de la préfecture.

5. Les enveloppes

Les enveloppes pour les élections municipales des 15 et 22 mars prochains seront de **couleur kraft**.

La table de décharge devra comporter les enveloppes électorales en **nombre égal à celui des électeurs inscrits**.



L'ouverture et la clôture du scrutin

1.L'ouverture

Le scrutin est ouvert à huit heures du matin (sauf dérogation prévue par arrêté préfectoral). Avant l'ouverture, le bureau doit constater que le nombre d'enveloppes déposées sur les tables de décharge est égal au nombre d'électeurs inscrits.

Le président du bureau suit une séquence précise :

1. Il constate publiquement l'heure d'ouverture, qui doit être mentionnée au procès-verbal ;
2. Il procède à l'ouverture de l'urne devant les électeurs et les délégués présents ;
3. Il constate publiquement que l'urne ne contient aucun bulletin ni enveloppe ;
4. Il referme l'urne et conserve une des deux clés ;
5. Il remet la seconde clé à un assesseur tiré au sort parmi l'ensemble des assesseurs.

Le bureau procède à la répartition des tâches entre les assesseurs : soit le contrôle des émargements, soit l'apposition sur la carte électorale d'un timbre portant la date du scrutin.

Cas n°1 - Lorsque le bureau comprend des assesseurs désignés par les candidats ou listes : les opérations sont réparties entre ces assesseurs. Si l'accord ne peut se faire entre eux, la dévolution des tâches est opérée par tirage au sort.

Cas n°2 - Lorsqu'aucun assesseur n'a été désigné par les candidats ou listes, ou qu'il n'y en a qu'un : les tâches sont réparties entre tous les assesseurs et cette dévolution se fait obligatoirement par tirage au sort.

Les votes commencent à être recueillis aussitôt après ces formalités d'ouverture.



L'ouverture et la clôture du scrutin (suite)

2. Les personnes admises à voter

- **Les électeurs inscrits** : tous les électeurs régulièrement inscrits sur la liste électorale de la commune.

- **Les électeurs avec décision de justice** : les électeurs non inscrits sur la liste, mais porteurs d'une décision de justice leur reconnaissant le droit d'y figurer.

Il s'agit :

- d'une décision du juge du tribunal judiciaire ordonnant leur inscription ;
- d'une décision de la Cour de cassation ordonnant leur inscription ;
- d'une décision annulant un jugement qui aurait prononcé leur radiation.

- **Les mandataires de procuration** : les électeurs qui ont fait constater l'existence, en leur faveur, d'un mandat de vote par procuration régulièrement établi.

- **Les mandants présents le jour du scrutin** : les électeurs qui, ayant déjà donné procuration à un électeur, se trouvent dans leur commune le jour du scrutin et désirent voter personnellement. Ces personnes ne seront admises au vote que si le mandataire n'a pas déjà exercé son mandat. Si la procuration a déjà été utilisée, le mandant ne peut plus voter.



L'ouverture et la clôture du scrutin *(suite)*

3. La clôture

Le scrutin est clos à dix-huit heures. Toutefois, le représentant de l'État peut prendre un arrêté retardant l'heure de clôture jusqu'à vingt heures au maximum.

→ un arrêté préfectoral devrait bientôt paraître pour les bureaux de vote du département de l'Isère.

Le président constate publiquement l'heure de clôture du scrutin, qui est mentionnée au procès-verbal.

Aucun vote ne peut être reçu après la déclaration de clôture. Toutefois, un électeur ayant pénétré dans la salle de vote avant l'heure de clôture peut déposer son bulletin dans l'urne après cette heure.

La liste d'émargement est signée par tous les membres du bureau dès la clôture du scrutin. Cette signature collective marque la fin des opérations de vote et le début du dépouillement.

 Art. R. 41, R. 57 et R. 62 du code électoral



Le vote par procuration

Le mandataire se présente au bureau de vote où le mandant est inscrit. Il doit **uniquement présenter sa carte d'identité et indiquer le nom de la personne pour laquelle il vote.**

Le bureau de vote vérifie que le mandant figure bien sur la liste d'émargement comme devant voter par procuration, avec le nom du mandataire inscrit et que l'identité du mandataire correspond bien à la personne présente.

Le mandataire reçoit :

- une enveloppe s'il ne vote pas lui-même dans ce bureau,
- ou deux enveloppes s'il vote également pour lui-même dans ce bureau.

Emargement : deux situations possibles selon que le mandataire vote ou non dans le bureau.

- **Si le mandataire vote dans le bureau,** il signe deux fois sur la liste d'émargement : en face de son nom et en face du nom du mandant. Sa carte électorale est également estampillée.
- **Si le mandataire ne vote pas dans ce bureau,** il signe une seule fois en face du nom du mandant.



Le dépouillement des votes

Le dépouillement commence **sans délai dès la clôture du scrutin.**

Les scrutateurs sont pris parmi les électeurs présents sachant lire et écrire le français. Ils peuvent être désignés par les candidats ou, à défaut, choisis par le bureau parmi les électeurs présents. Ils procèdent aux opérations sous le contrôle du bureau de vote et en présence des délégués des candidats. Les enveloppes sont comptées puis regroupées en paquets de 100, cachetés et signés. Chaque bulletin est ensuite retiré de son enveloppe, lu à voix haute par un scrutateur, puis noté simultanément par au moins deux autres scrutateurs sur les feuilles de pointage.

Bulletins invalides :

Votes nuls

→ Bulletins incomplets (liste municipale ou communautaire manquante), ordre des candidats modifié, noms ajoutés ou supprimés, nationalité UE non indiquée le cas échéant.

Votes blancs

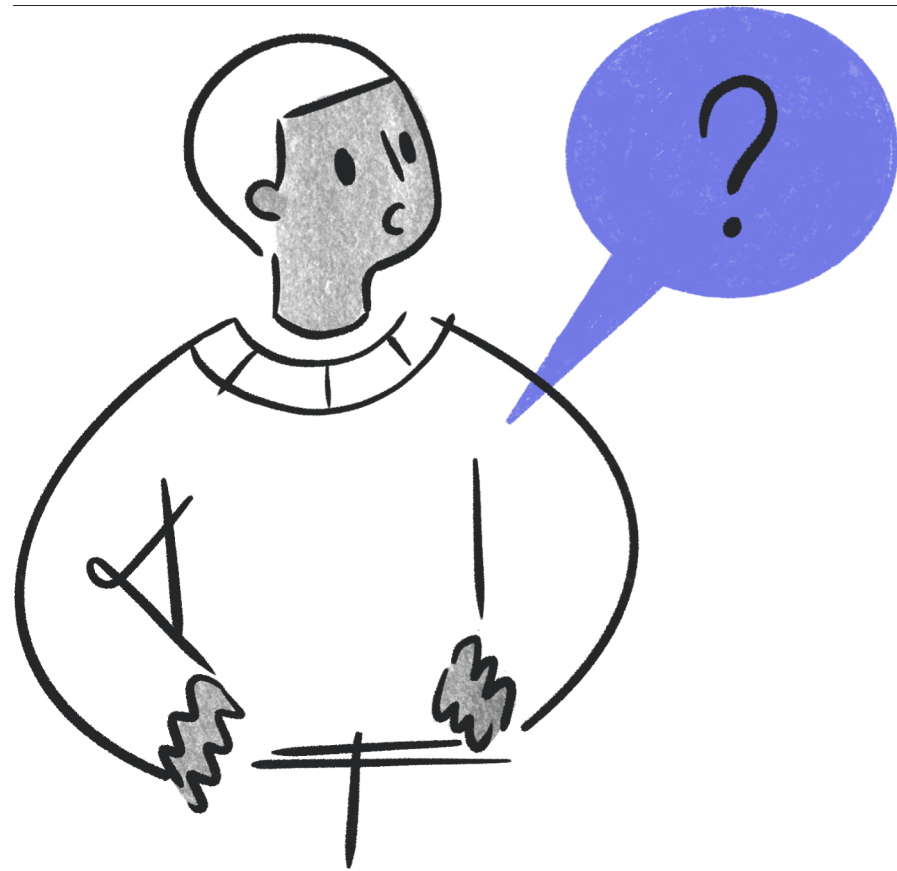
→ Enveloppes vides ou bulletins sans aucune inscription.

Ces bulletins ne sont pas comptabilisés comme suffrages exprimés. Accompagnés des enveloppes non réglementaires, ils sont annexés au procès-verbal et contresignés par les membres du bureau. Chacun comporte l'indication des raisons de son annexion.



Art. L. 64 et L. 65 du code électoral

Temps d'échanges



On vous écoute

3. APRÈS LE VOTE

La proclamation des résultats



Rédaction du procès-verbal : immédiatement après le dépouillement, le secrétaire rédige le PV en présence des électeurs. Deux exemplaires sont établis, signés par tous les membres du bureau et obligatoirement contresignés par les délégués des candidats.

Proclamation et affichage : le président du bureau proclame publiquement les résultats et les affiche dans la salle de vote. Un exemplaire du PV est aussitôt transmis au préfet ou sous-préfet.

Conservation et consultation : un exemplaire de chaque PV reste déposé en mairie et peut être consulté par tout électeur jusqu'à l'expiration des délais de recours contre l'élection.

Listes d'émargement : elles sont jointes au PV transmis à la préfecture.

- Les listes d'émargement des communes n'organisant pas le second tour de scrutin (conseil municipal élu dès le 1er tour) seront conservées en préfecture ou sous-préfecture, selon l'arrondissement dont relève la commune. Elles ne seront pas restituées aux communes.
- Les communes organisant le second tour de scrutin devront venir récupérer leurs listes en préfecture ou sous-préfecture, selon l'arrondissement dont relève la commune, et organiser la consultation des documents dans l'entre-deux tours.



Art. L. 68, R. 67, R. 70 et R.118 du code électoral

La proclamation des résultats (suite)

Transmission des résultats :

Compte tenu de la spécificité de ce scrutin (proclamation définitive des résultats par le président du bureau de vote), **une étape supplémentaire dans le processus classique de transmission des résultats est mise en place.**



En plus des étapes habituelles (transmission des résultats via EIREL, dépôt d'un des deux exemplaires du procès-verbal et de ses annexes en gendarmerie, en préfecture ou sous-préfecture), les communes doivent transmettre **le procès-verbal** et, le cas échéant, **la feuille de proclamation** au **format dématérialisé** pour permettre aux services préfectoraux de contrôler immédiatement les résultats que vous aurez proclamés.

Cette transmission se fera **via une démarche numérique** mise à votre disposition. Les services de la Préfecture avaient demandé à ce qu'un essai soit réalisé entre le 26 janvier et le 6 février.

Une **circulaire préfectorale** précisant les modalités de transmission des résultats (via EIREL) et des procès-verbaux (via brigades de gendarmerie ou directement en préfecture ou sous-préfecture) **sera prochainement communiquée aux maires** par les services de la préfecture.

Pour toute difficulté liée à l'utilisation de cette démarche, vous pouvez contacter la section élections :
pref-elections-politiques@isere.gouv.fr

La répartition des sièges

Exemple de répartition des sièges

Commune de **39 800 habitants**

Nombre de conseillers à élire : **39**

Nombres de conseillers communautaires à élire : **11**

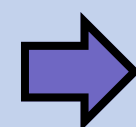
Suffrages exprimés : **32 931**

Majorité absolue des suffrages exprimés : **16 465**

ÉTAPE N° 1: ATTRIBUTION DE LA PRIME MAJORITAIRE

Listes	Suffrages obtenus	%
A	12 352	37,51
B	8 303	25,21
C	7 268	22,07
D	3 733	11,34
E	1 275	3,87
Totaux	32 931	100

Au titre de la prime majoritaire, la liste A, arrivée en tête, obtient 20 sièges (soit $39/2=19,5$ arrondi à l'entier supérieur).



Reste 19 sièges à attribuer

La répartition des sièges

Exemple de répartition des sièges

Commune de **39 800 habitants**

Nombre de conseillers à élire : **39**

Nombres de conseillers communautaires à élire : **11**

Suffrages exprimés : **32 931**

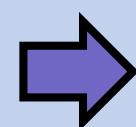
Majorité absolue des suffrages exprimés : **16 465**

ÉTAPE N° 2 : LA RÉPARTITION À LA REPRÉSENTATION PROPORTIONNELLE **(SELON LE QUOTIENT ÉLECTORAL)**

Les sièges restants ne sont répartis qu'entre les listes ayant obtenu au moins 5 % des suffrages exprimés.

- Suffrages utiles à la répartition : $32\,931 - 1\,275$ (liste E) = $31\,656$
- Calcul du quotient électoral : nombre de suffrages exprimés utiles/nombre de sièges restant à pourvoir, soit $31\,656/19=1\,666,10$

Listes	Répartition selon le quotient électoral (arrondi à l'entier inférieur)
A	$12\,352/1\,666,10 = 7,41$ soit 7 sièges
B	$8\,303/1\,666,10 = 4,98$ soit 4 sièges
C	$7\,268/1\,666,10 = 4,36$ soit 4 sièges
D	$3\,733/1\,666,10 = 2,24$ soit 2 sièges
E	Liste non admise à la répartition (-5%)
Totaux	17 sièges répartis



Reste 2 sièges à attribuer

La répartition des sièges

Exemple de répartition des sièges
Commune de **39 800 habitants**
Nombre de conseillers à élire : **39**
Nombres de conseillers communautaires à élire : **11**
Suffrages exprimés : **32 931**
Majorité absolue des suffrages exprimés : **16 465**

ÉTAPE N° 3 : LA RÉPARTITION À LA PLUS FORTE MOYENNE

La moyenne de chaque liste correspond au rapport entre les suffrages qu'elle a obtenus et le nombre de sièges qu'elle a déjà (sans prendre en compte les sièges attribués au titre de la prime majoritaire) + une unité.

La liste disposant de la plus forte moyenne se voit attribuer un siège supplémentaire. Si plusieurs sièges restent à attribuer, il faut calculer la plus forte moyenne à chaque attribution de siège.

Siège n°1

Répartition du 1er siège restant		
Listes	Moyenne	Siège attribué
A	$12\,352 / (7+1) = 1\,544$	
B	$8\,303 / (4+1) = 1\,660,60$	1
C	$7\,268 / (4+1) = 1\,453,60$	
D	$3\,733 / (2+1) = 1\,244,33$	

➡ La liste B détient désormais 5 sièges.

Siège n°2

Répartition du 2nd siège restant		
Listes	Moyenne	Siège attribué
A	$12\,352 / (7+1) = 1\,544$	1
B	$8\,303 / (5+1) = 1\,383,83$	
C	$7\,268 / (4+1) = 1\,453,60$	
D	$3\,733 / (2+1) = 1\,244,33$	

➡ La liste A détient désormais 28 sièges.

Si plusieurs listes ont la même moyenne pour l'attribution du dernier siège, celui-ci revient à la liste qui a obtenu le plus grand nombre de suffrages.

La répartition des sièges

Exemple de répartition des sièges

Commune de **39 800 habitants**
Nombre de conseillers à élire : **39**
Nombres de conseillers communautaires à élire : **11**
Suffrages exprimés : **32 931**
Majorité absolue des suffrages exprimés : **16 465**

RÉSULTATS FINAUX POUR L'ATTRIBUTION DES SIÈGES DE CONSEILLERS MUNICIPAUX

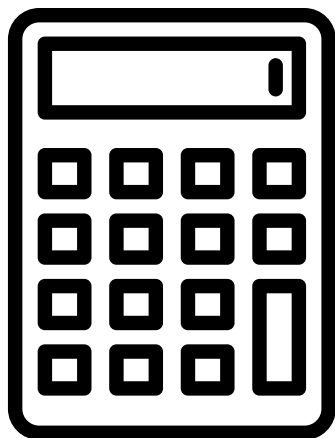
Liste A : $20 + 7 + 1 = 28$ sièges

Liste B : $4 + 1 = 5$ sièges

Liste C : $4 + 0 = 4$ sièges

Liste D : $2 + 0 = 2$ sièges

Liste E : 0 siège



Une **calculatrice** vous permettant d'attribuer les sièges en fonction du résultat des listes sera mise en ligne **le 27 février 2026** sur le site de l'AMF : www.amf.asso.fr

La désignation conseillers communautaires Communes moins de 1 000 habitants

Dans les communes de moins de 1 000 habitants, les conseillers communautaires sont **désignés dans l'ordre du tableau municipal** : après le maire, prennent rang les adjoints puis les conseillers municipaux.

- les adjoints prennent rang selon l'ordre de la liste paritaire établie lors de leur élection ;
- l'ordre des conseillers municipaux dans le tableau est déterminé :
 - en présence d'une seule liste, par priorité d'âge, les élus les plus âgés occupent les premiers rangs ;
 - en présence de plusieurs listes, la priorité est accordée aux listes ayant obtenu le plus de voix. Pour les conseillers appartenant à une même liste, la priorité est accordée aux élus les plus âgés.

DÉPARTEMENT ARRONDISSEMENT Effectif légal du conseil municipal	COMMUNE :	<div style="border: 1px solid black; padding: 5px; margin: 10px auto; width: 80%;">Communes de moins de 1 000 habitants</div>			
TABLEAU DU CONSEIL MUNICIPAL (art. L. 2121-1 du code général des collectivités territoriales – CGCT)					
<p>L'ordre du tableau détermine le rang des membres du conseil municipal. Après le maire, prennent rang, dans l'ordre du tableau, les adjoints puis les conseillers municipaux.</p> <p>L'ordre du tableau des adjoints est déterminé, sous réserve des dispositions du dernier alinéa de l'article L. 2122-7-1 et du second alinéa de l'article L. 2113-8-2 du CGCT, par l'ordre de nomination.</p> <p>L'ordre du tableau des conseillers municipaux est déterminé : 1° Par la date la plus ancienne de leur élection intervenue depuis le dernier renouvellement intégral du conseil municipal ; 2° Entre conseillers élus le même jour, par le plus grand nombre de suffrages obtenus ; 3° Et, à égalité de voix, par la priorité d'âge.</p> <p>Une copie du tableau est transmise au préfet au plus tard à 18 heures le lundi suivant l'élection du maire et des adjoints. Est également adressée au préfet dans les mêmes délais, la liste des conseillers communautaires résultant de l'application de l'article L. 273-11 du code électoral (art. R. 2121-2 du CGCT).</p>					
Fonction ¹	Qualité (M. ou Mme)	NOM ET PRÉNOM	Date de naissance	Date de la plus récente élection à la fonction	Suffrages obtenus par le candidat (en chiffres)
Maire	.....	.....	.....	.....	.....
Premier adjoint	.....	.....	.....	.....	.....
.....
.....



Art. L.273-11 du code électoral

L'élection des conseillers communautaires Communes de 1 000 habitants et plus

Dans les communes de 1 000 habitants et plus, **le système dit du « fléchage » demeure**. Sur un même bulletin de vote figureront deux listes de noms : les candidats au siège de conseiller municipal (sur la partie gauche) et ceux qui sont désignés pour siéger à l'intercommunalité (sur la partie droite).



Art. L. 273-9 du code électoral

L'élection des conseillers communautaires Communes de 1 000 habitants et plus

1. Liste paritaire

La liste des candidats aux sièges de conseiller communautaire doit être composée alternativement de candidats de chaque sexe.

2. Nombre de candidats :

La liste des candidats comporte un nombre de candidats égal au nombre de sièges à pourvoir, augmenté d'un candidat supplémentaire si ce nombre est inférieur à cinq et de deux candidats supplémentaires si ce nombre est supérieur ou égal à cinq. Ces candidats supplémentaires ont pour objet d'augmenter les possibilités de remplacement en cas de siège vacant

3. Règle des 1/4 :

Tous les candidats présentés dans le premier quart de la liste des candidats aux sièges de conseiller communautaire doivent figurer, de la même manière et dans le même ordre, en tête de la liste des candidats au conseil municipal. Il convient pour ce calcul de ne pas prendre en compte les candidats supplémentaires (art. R. 130-1-A).

4. Règle des 3/5

Tous les candidats aux sièges de conseiller communautaire doivent figurer au sein des trois premiers cinquièmes de la liste des candidats au conseil municipal. Il convient pour ce calcul de ne pas prendre en compte les candidats supplémentaires prévus à l'article L. 260 du code électoral (art. R. 130-1-A)

Liste des candidats au conseil municipal 19 conseillers à élire			Liste des candidats au conseil communautaire 4 sièges à pourvoir + 1 <i>siège supplémentaire</i>			
1	Mme A	Candidats éligibles au conseil communautaire (3/5 de la liste)	1	Mme A	premier ¼ de la liste : ordre strict de la liste municipale	
2	M. B		2	M. B		possibilité de passer des noms, tout en respectant la parité et l'ordre de la liste municipale
3	Mme C		3	Mme E		
4	M. D		4	M. H		
5	Mme E		5	Mme K *		
6	M. F					
7	Mme G					
8	M. H					
9	Mme I					
10	M. J					
11	Mme K					
12	M. L	Candidats non éligibles au conseil communautaire				
13	Mme M					
14	M. N					
15	Mme O					
16	M. P					
17	Mme Q					
18	M. R					
19	Mme S					
20	M. T *					
21	Mme U *					

* Les candidats supplémentaires (n° 20 et 21) ne sont pas pris en compte dans le calcul des 3/5

* Le candidat n° 5 (siège supplémentaire) n'est pas pris en compte pour le calcul du ¼



La répartition des sièges au conseil communautaire

La règle électorale en trois étapes, s'applique aussi bien à la liste municipale qu'à la liste communautaire (art. L. 262 du code électoral).

Exemple de répartition des sièges

Commune de **39 800 habitants**
Nombre de conseillers à élire : **39**
Nombres de conseillers communautaires à élire : **11**
Suffrages exprimés : **32 931**
Majorité absolue des suffrages exprimés : **16 465**

L'ATTRIBUTION DES SIÈGES DE CONSEILLERS COMMUNAUTAIRES

11 sièges de conseillers communautaires à pourvoir

Etape 1 :

La liste A, au titre de la prime majoritaire, obtient 6 sièges (soit $11/2=5,5$ arrondi à l'entier supérieur).

Attention, la moitié du nombre des sièges est arrondi à l'entier supérieur lorsqu'il y a plus de quatre sièges à pourvoir, et à l'entier inférieur lorsqu'il y a moins de quatre sièges à pourvoir.

➡ **5 sièges restent à attribuer.**

Etape 2 :

Ces sièges sont répartis en fonction du quotient électoral (nbre de suffrages exprimés utiles/nbre de sièges restant à pourvoir, soit $31\,656/5=6\,331,20$).

Les listes A, B et C obtiennent chacune 1 siège. La liste D n'obtient ici aucun siège et la liste E (moins de 5% des suffrages exprimés) n'entre pas dans la répartition.

Etape 3 :

Restant désormais 2 sièges à répartir (soit $11-6-3$), qui doivent être attribués selon la méthode de la plus forte moyenne. La liste A puis la liste B obtiennent ainsi successivement 1 siège chacune.

Résultats finaux

Liste A : $6 + 1 + 1 = 8$ sièges
Liste B : $1 + 1 = 2$ sièges
Liste C : 1 siège
Listes D et E : 0 siège

L'installation du conseil municipal

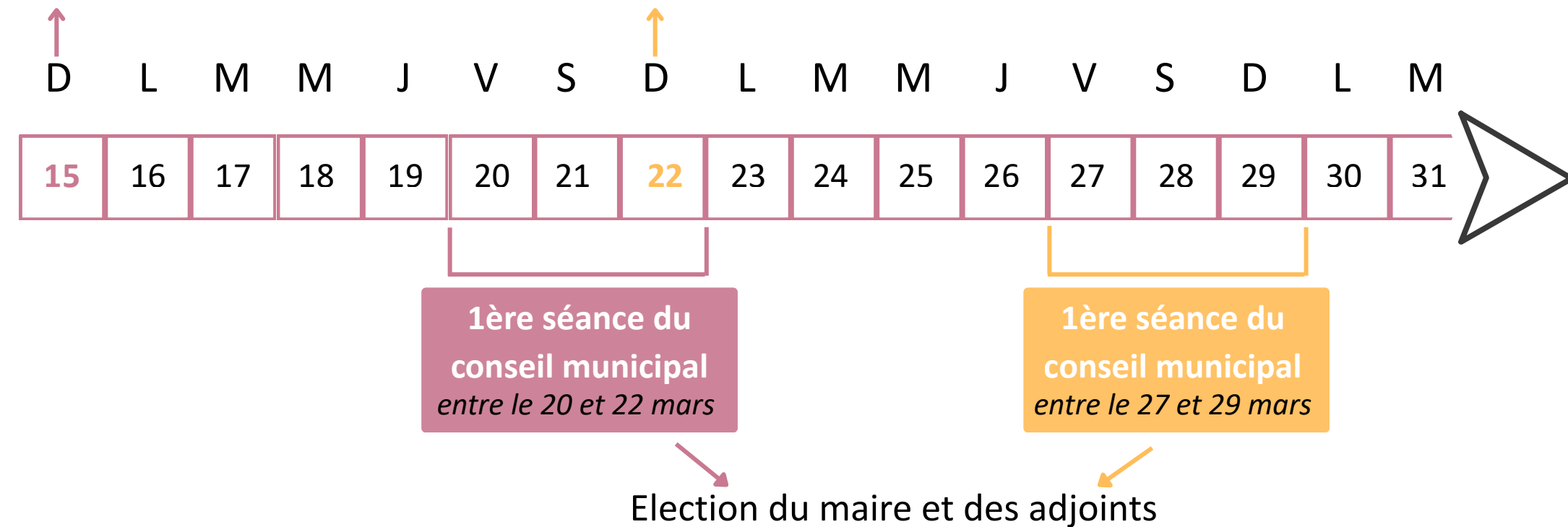
Date de la 1ère séance du conseil municipal

1er tour

Si le conseil municipal
est élu au 1er tour

2nd tour

Si le conseil municipal
est élu au 2nd tour



Date : la première séance du conseil se tient **entre le vendredi et le dimanche suivant l'élection.**

Convocation : les membres du conseil municipal, quelle que soit la population de la commune, sont convoqués au moins **trois jours francs** avant la 1ère réunion du conseil municipal **par le maire sortant** (même s'il n'est pas réélu conseiller municipal). La convocation contient mention obligatoirement de l'élection du maire et de l'élection des adjoints.

Présidence : cette séance d'installation est présidée par **le doyen d'âge** jusqu'à l'élection du maire, qui une fois élu, prend la présidence de la séance.

Quorum : aucune règle spécifique n'existe pour cette première séance où maire et adjoints sont élus. La majorité des conseillers en exercice doit être présente, c'est-à dire au moins la moitié, arrondie à l'entier supérieur.

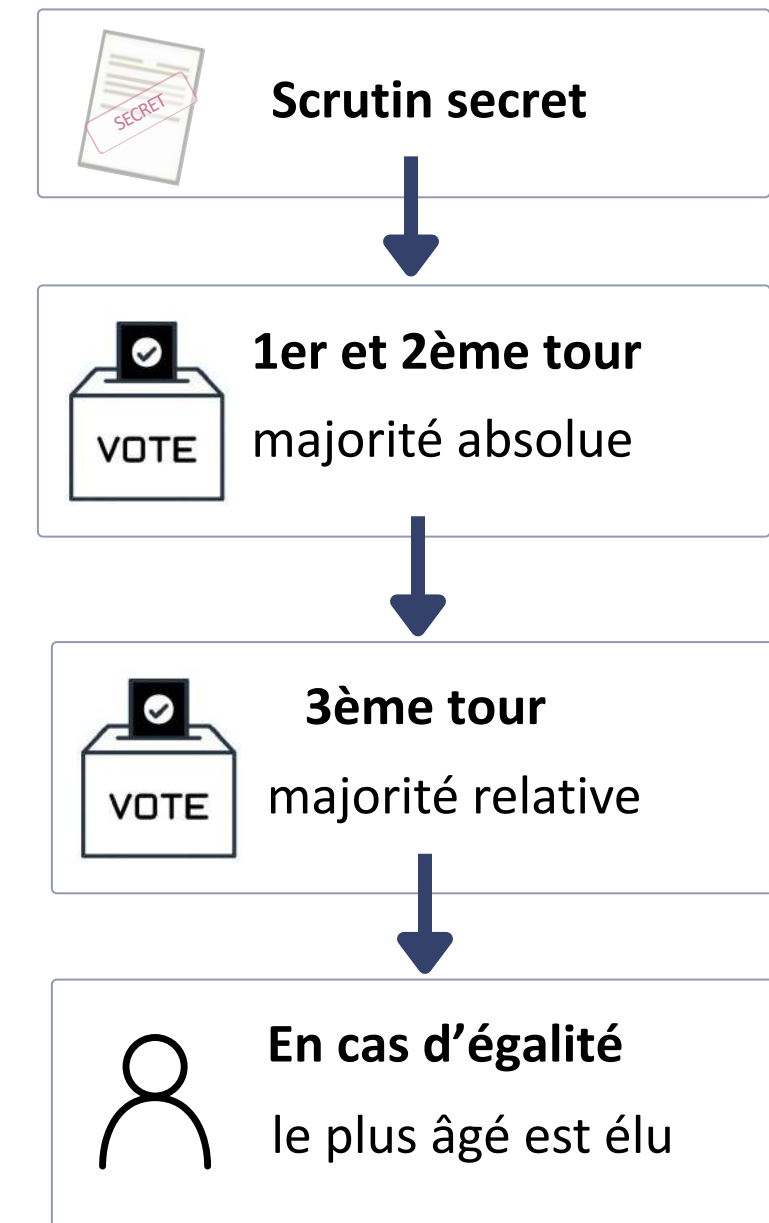


Art. L 2121-7 et suivant du CGCT

L'installation du conseil municipal (suite)

Election du maire

- L'élection du maire a lieu **lors de la première réunion du conseil municipal** qui doit se tenir entre le vendredi et le dimanche qui suit l'élection (selon le cas, premier ou second tour).
- La majorité absolue est constituée :
 - si le nombre des suffrages exprimés est pair, par la moitié + 1 des suffrages exprimés ;
 - si le nombre des suffrages exprimés est impair, par la moitié du nombre pair immédiatement supérieur.



Art. L 2123-24 du CGCT

L'installation du conseil municipal (suite)

Election des adjoints

1 Détermination du nombre d'adjoints

- Par le conseil municipal
- Limite : <30% de l'effectif légal* du conseil municipal
- Il faut obligatoirement au moins 1 adjoint par commune

**effectif réel en cas de conseil municipal incomplet*

2 Composition de la (les) liste(s)

- Liste(s) bloquée(s) paritaire(s)
- Listes incomplètes possibles.



Si une liste incomplète est élue, il sera nécessaire de procéder à une nouvelle élection d'adjoints pour les postes restants en respectant le principe de parité alternative.

3 Déroulement des votes

1er tour : majorité absolue ?

OUI → **Élection acquise**

NON

2ème tour : majorité absolue ?

OUI → **Élection acquise**

NON

3ème tour : majorité relative ?

OUI → **Élection acquise**

NON
(égalité)

→ les candidats de la liste ayant la moyenne d'âge la plus élevée sont élus



Art. L 2122-7-2 du CGCT

Election des adjoints - Exemple de liste bloquée paritaire

Communes moins de 1 000 habitants

Communes de moins de 100 habitants		
F	1	H
H	2	F

Le conseil municipal d'une commune de moins de 100 habitants peut comporter entre 1 et 2 adjoints

Communes entre 100 et 499 habitants		
F	1	H
H	2	F
F	3	H

Le conseil municipal d'une commune entre 100 à 499 habitants peut comporter entre 1 et 3 adjoints

Communes entre 500 et 999 habitants		
F	1	H
H	2	F
F	3	H
H	4	F

Le conseil municipal d'une commune entre 500 et 999 habitants peut comporter entre 1 et 4 adjoints



En cas de vacance dans les communes de moins de 1 000 habitants, le ou les adjoints sont désignés parmi les conseillers, **sans tenir compte du sexe de ces derniers** (art. L.2122-7-2 du CGCT, dans sa version en vigueur à partir du 15 mars 2026).

Election des adjoints - Exemple de liste bloquée paritaire

Communes 1 000 habitants et plus

Communes entre 1 500 et 2 499 habitants		
F	1	H
H	2	F
F	3	H
H	4	F
F	5	H

Le conseil municipal d'une commune entre 1 500 et 2 499 habitants peut comporter entre 1 et 5 adjoints

Communes entre 2 500 et 3 499 habitants		
F	1	H
H	2	F
F	3	H
H	4	F
F	5	H
H	6	F

Le conseil municipal d'une commune entre 2 500 et 3 499 habitants peut comporter entre 1 et 6 adjoints

Communes entre 3 500 et 4 499 habitants		
F	1	H
H	2	F
F	3	H
H	4	F
F	5	H
H	6	F
F	7	H
H	8	F

Le conseil municipal d'une commune entre 3 500 et 4 499 habitants peut comporter entre 1 et 8 adjoints

Communes entre 5 000 et 9 999 habitants		
F	1	H
H	2	F
F	3	H
H	4	F
F	5	H
H	6	F
F	7	H
H	8	F

Le conseil municipal d'une commune entre 5 000 et 9 499 habitants peut comporter entre 1 et 8 adjoints

L'installation du conseil communautaire

Date : l'installation de l'organe délibérant de l'EPCI intervenant suite au renouvellement général des conseils municipaux doit avoir lieu, au plus tard, le vendredi de la quatrième semaine qui suit l'élection des maires soit, pour le renouvellement général de mars 2025 au plus tard :

- le vendredi 17 avril 2026 (si tous les conseils municipaux des communes membres sont élus au 1er tour) ;
- ou le vendredi 24 avril 2026.

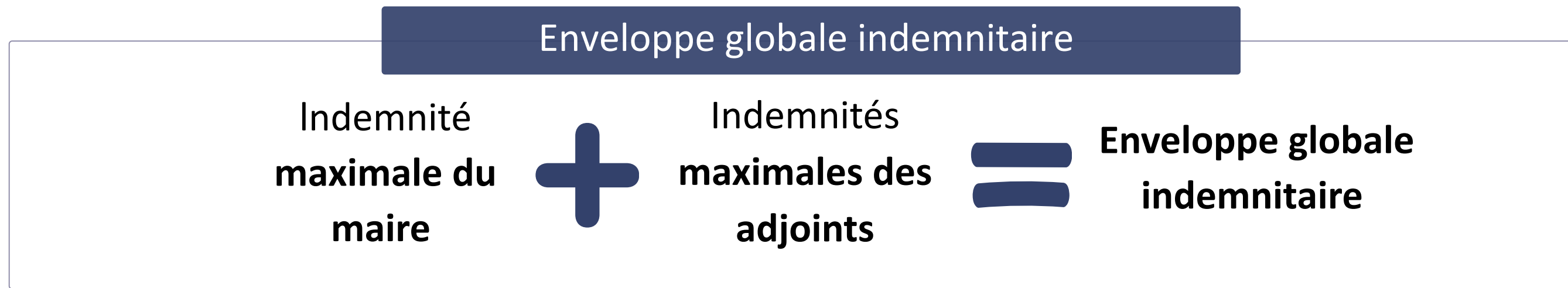
Convocation :

- par le président sortant ;
- cinq jours francs avant la réunion de l'organe délibérant (on applique les délais de convocations des communes de 3 500 habitants et plus) ;
- par voie dématérialisée, ou, si les élus en font la demande, sont adressées par écrit à leur domicile ou à une autre adresse ;
- sera inscrite à l'ordre du jour de la réunion (*obligation*) :
 - une mention spéciale - élection du président de la communauté, détermination du nombre de vice présidents et éventuellement des autres membres du bureau, élection des vice-présidents et des autres membres du bureau.
- l'ordre du jour pourra être complété par (*recommandation*) :
 - les délégations de l'organe délibérant au président, aux membres du bureau ;
 - le vote sur la fixation du montant des indemnités de fonction du président et des vice-présidents ;
 - la désignation des représentants de la communauté dans les organismes extérieurs (CIAS, syndicats mixtes...).



Art. L. 5211-8 et suivant du CGCT

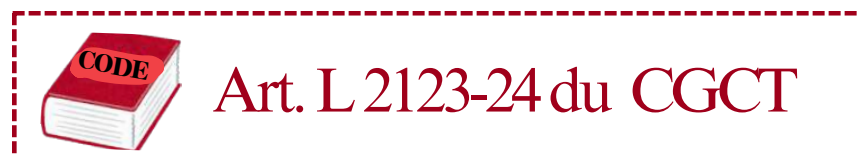
Les indemnités de fonction



Jusqu'à l'entrée en vigueur de la loi n° 2025-1249 du 22 décembre 2025 portant création d'un statut de l'élu local, l'enveloppe indemnitaire globale était constituée des indemnités maximales susceptibles d'être allouées au maire et aux adjoints en exercice (nombre réel d'adjoints titulaire d'une délégation de fonction).

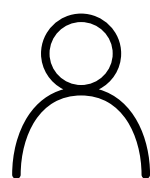
Désormais, le montant de cette enveloppe sera calculé sur **la base du nombre maximal théorique d'adjoints** que le conseil municipal peut désigner.

Cette mesure vise à mieux indemniser les conseillers municipaux titulaires d'une délégation (voire les conseillers municipaux « simples »), en permettant de dégager un reliquat de l'enveloppe indemnitaire globale plus conséquent.



Les indemnités de fonction

Indemnité du maire



➤ De **plein droit** et fixée au taux maximal
Le maire peut renoncer à percevoir la totalité de l'indemnité et laisser le conseil municipal délibérer pour fixer le montant de celle-ci.

La loi n° 2025-1249 du 22 décembre 2025 portant création d'un statut de l'élu local a mis en place une revalorisation des indemnités de fonction des maires en augmentant les barèmes.

 Art. L 2123-23
du CGCT

AVANT

Population (habitants)	Taux (en % de l'indice)
Moins de 500	25,5
De 500 à 999	40,3
De 1 000 à 3 499	51,6
De 3 500 à 9 999	55
De 10 000 à 19 999	65

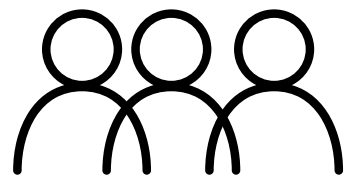
Revalorisation

DEPUIS LE 24 DÉCEMBRE 2025

Population (en habitants)	Taux (en % de l'indice)
Moins de 500	28,1
De 500 à 999	44,3
De 1 000 à 3 499	55,7
De 3 500 à 9 999	58,3
De 10 000 à 19 999	67,6

Les indemnités de fonction

Indemnité des adjoints



➤ Déterminée **librement** par le conseil municipal
L'indemnité d'un adjoint peut excéder le plafond réglementaire dans la limite de l'enveloppe globale des indemnités maximales du maire et des adjoints, sans toutefois pouvoir dépasser celle du maire.

La loi n° 2025-1249 du 22 décembre 2025 portant création d'un statut de l'élu local a mis en place une revalorisation des indemnités de fonction des maires en augmentant les barèmes.

 Art. L 2123-24
du CGCT

AVANT

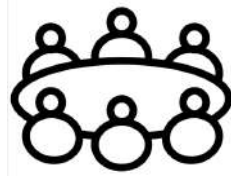
Population (habitants)	Taux maximal (en % de l'indice)
Moins de 500	9,9
De 500 à 999	10,7
De 1 000 à 3 499	19,8
De 3 500 à 9 999	22
De 10 000 à 19 999	27,5

Revalorisation →

DEPUIS LE 24 DÉCEMBRE 2025

Population (en habitants)	Taux (en % de l'indice)
Moins de 500	10,89
De 500 à 999	11,77
De 1 000 à 3 499	21,38
De 3 500 à 9 999	23,32
De 10 000 à 19 999	28,6

Indemnité des conseillers municipaux



➤ À l'**ensemble** du conseil municipal

L'indemnité ne dépassera pas 6% de l'indice brut terminal dans le respect de l'enveloppe indemnitaire globale

➤ À un conseiller municipal **délégué**

L'indemnité est fixée librement par le conseil municipal dans le respect de l'enveloppe indemnitaire globale

ZOOM : Le conseiller délégué :

Principe : délégation d'une partie des fonctions du maire à un conseiller municipal, sous sa surveillance et responsabilité.

Modalités pratiques :

- Nomination par arrêté du maire (liberté totale de choix)
- Pas de vote du conseil municipal requis
- Révocable à tout moment pendant le mandat

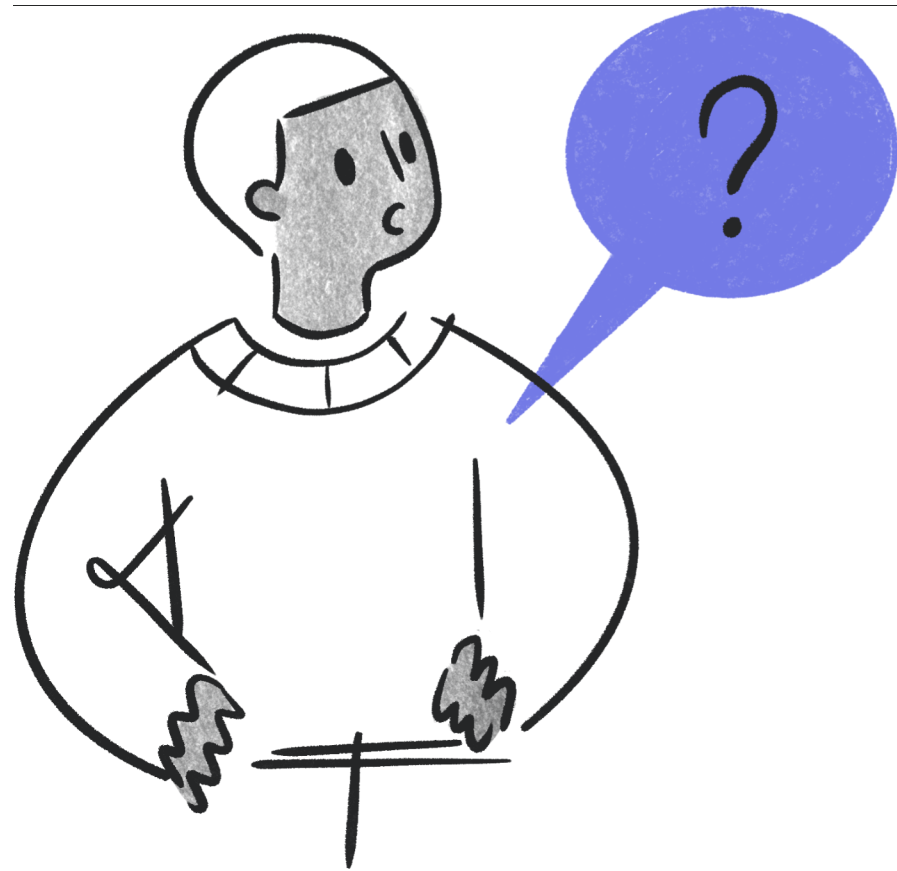


Art. L 2123-24 du CGCT

Les indemnités de fonction

Population totale	Indemnité maximum du maire (L 2123-23 CGCT)		Indemnité maximum d'un adjoint (L. 2123-24 CGCT)	
	Taux (en % de l'indice)	Indemnité mensuel brut	Taux (en % de l'indice)	Indemnité mensuel brut
Moins de 100 habitants	28,1	1155,05	10,89	447,63
De 100 à 499 habitants	28,1	1155,05	10,89	447,63
De 500 à 999 habitants	44,3	1820,96	11,77	483,8
De 1 000 à 1 499 habitants	55,7	2289,55	21,38	878,82
De 1 500 à 2 499 habitants	55,7	2289,55	21,38	878,82
De 2 500 à 3 499 habitants	55,7	2289,55	21,38	878,82
De 3 500 à 4 999 habitants	58,3	2396,43	23,32	958,57
De 5 000 à 9 999 habitants	58,3	2396,43	23,32	958,57
De 10 000 à 19 999 habitants	67,6	2778,71	28,6	958,57
De 20 000 à 29 999 habitants	90	3699,47	33	1356,47
De 30 000 à 39 999 habitants	90	3699,47	33	1356,47
De 40 000 à 49 999 habitants	90	3699,47	33	1356,47

Temps d'échanges



On vous écoute

ZOOM : Le récolement des archives communales

Le maire est responsable civilement et pénalement de l'intégrité et de la conservation des archives communales.

De ce fait, à chaque fois qu'un **mandat arrive à son terme**, que le maire soit réélu ou non, il doit être dressé un procès-verbal de décharge et de prise en charge des archives.

L'AMI vous accompagne et vous propose une formation “*Préparer le récolement des archives communales/intercommunales en vue des prochaines élections*” le **jeudi 26 février** de 9h30 à 12h30 à St-Martin-d'Hères avec **les archivistes des Archives départementales de l'Isère**.

+ d'info sur notre site internet : www.maires-isere.fr - rubrique formation

MON PARCOURS FORMATION "NOUVEAU MANDAT"

Quelle(s) formation(s) suivre ?



STATUT DE L'ELU

Bien démarrer son mandat d'élus

Les pouvoirs de police du maire

Les risques et responsabilités liés au mandat d'élus

Concilier mandat d'élus et vie professionnelle

Incarner la fonction d'élus avec le protocole



URBANISME

Initiation au droit de l'urbanisme : les autorisations (déclarations préalables, permis de construire)

Initiation au droit de l'urbanisme : l'aménagement (PLU, PLUi)



LIEN AVEC LES CITOYENS

Favoriser les bonnes relations entre élus et citoyens

Les relations entre collectivités locales et associations

Le rôle de l'élus sur la santé des habitants de sa commune



BUDGET ET FINANCES LOCALES

Budget et finances locales : théorie

La préparation du budget : cas concrets

Connaître et maîtriser les demandes de subvention



RH ET MANAGEMENT

Le rôle et la place des élus et agents

Le rôle du maire employeur

La cohésion d'équipe : construire une équipe municipale solide et unie

La gestion de projet pour les élus

Savoir conduire et animer une réunion

Construire le projet municipal

L'intelligence artificielle (IA) pour bien démarrer son mandat



INTERCOMMUNALITE

Introduction à l'environnement intercommunal



COMMUNICATION

Réussir sa prise de parole en public

Rédiger le discours de l'élus et l'incarner

Nouveau mandat, nouvelle stratégie de communication

Communiquer avec les médias



COMMANDE PUBLIQUE

Préparer et réussir un marché public

Marché de travaux : malfaçons et difficultés dans les chantiers



RISQUES ET ENVIRONNEMENT

Mettre à jour et élaborer son Plan Communal ou Intercommunal de Sauvegarde (PCS / PICS)

Piloter une cellule de crise

Mobiliser son territoire au changement climatique

Comprendre la forêt et ses enjeux avec la Sylvafrisque

Merci de votre attention

SUIVEZ-NOUS SUR LES RESEAUX
et likez nos pages pour ne rien manquer



L'AMI vous accompagne

Le service juridique est disponible
pour répondre à vos interrogations.

mail : juridique@maires-isere.fr
tél : 04 38 02 29 35